



**CARE INTERNATIONAL
MAROC**



**ANALYSE
DES CAUSES PROFONDES
DE LA PAUVRETÉ AU MAROC
(RAPPORT FINAL)**

AVRIL 2012

SOMMAIRE

I.	RESUME	3
II.	CONTEXTE GENERAL	5
III.	OBJECTIFS DE L'ETUDE	6
IV.	INSTRUMENT METHODOLOGIQUE	6
4.1	CHOIX DES SITES ET DE LA POPULATION CIBLE	6
4.2	OUTILS DE COLLECTE ET ORGANISATION DE L'ENQUETE	7
V.	ETAT DES LIEUX DES COMMUNES CIBLEES PAR L'ENQUETE	8
5.1	APERÇU MONOGRAPHIQUE	8
5.2	DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	10
5.3	INDICATEURS DE PAUVRETE ET DE VULNERABILITE	12
VI.	RESULTATS DE L'ENQUETE QUALITATIVE	14
6.1	CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION ENQUETEE	14
6.2	ETAT DES LIEUX ET PROCESSUS DE LA PAUVRETE	14
6.3	EXPRESSIONS DES SITUATIONS DE PAUVRETE	17
6.4	CAUSES PROFONDES DE LA PAUVRETE	19
VII.	STRATEGIES ET INITIATIVES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	21
7.1	POLITIQUES PUBLIQUES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	21
7.2	STRATEGIES ET INITIATIVES INDIVIDUELLES	21
7.3	ELEMENTS POUR DES AXES STRATEGIQUES D'INTERVENTION PAR SITE	22
VIII.	CONCLUSION	25
	BIBLIOGRAPHIE	26
	ANNEXES	27
	ANNEXE 1 : RESULTATS LEXICAUX DE L'ENQUETE QUALITATIVE	28
	ANNEXE 2 : GUIDES D'ENTRETIEN	34
	ANNEXE 3 : PERSONNES RESSOURCES CLES ENQUETEEES	40
	ANNEXE 4 : EQUIPE REMESS CHARGEE DE L'ETUDE	41

I. Résumé

L'étude sur les causes profondes de la pauvreté se fonde sur une enquête de type qualitatif pour saisir la pauvreté à travers les déclarations spontanées des pauvres eux-mêmes. Elle se situe dans une complémentarité avec des études de type quantitatif, jusqu'alors entreprises essentiellement par le Haut-Commissariat au Plan (HCP). Cet organisme a réalisé, en 2004 avec une actualisation en 2007, la carte de la pauvreté au Maroc, enrichie par un ensemble d'indicateurs pour cerner les mesures monétaires de la pauvreté, au niveau du seuil, de la profondeur, de l'intensité, de la volumétrie. ...

Le périmètre de l'enquête couvre les trois communes rurales de Dar Bouazza (wilaya du grand Casablanca) Aghoutim (wilaya de Marrakech) et Ain Sfa (wilaya d'Oujda). Les sites ont été sélectionnés en tenant compte de leur taux de pauvreté, de leurs diversifications socio-économiques et de leur éligibilité aux interventions de l'initiative nationale du développement humain (INDH) et aux projets développés par Care international Maroc.

Dar Bouazza est une commune de l'arrière-pays du grand Casablanca, qui subit la pression d'une urbanisation accélérée qui transforme progressivement un potentiel, jusqu'à lors basé sur l'agriculture et la pêche artisanale, en un modèle d'économie résidentielle d'agglomération dortoir et d'hébergement touristique. De ce fait et selon les indices communaux développés par le HCP, Dar Bouazza présente un classement en termes de développement territorial, au sens d'équipement en infrastructure d'appui, meilleur que son classement de développement humain : une population plus pauvre que le territoire qui l'abrite !

Aghouatim, est une commune qui développe une activité économique à prédominance agricole, dans une totale absence d'activités industrielles. Toutefois, sa situation dans la zone d'influence du développement touristique international de Marrakech produit un effet certain sur la diversification de son secteur artisanal, tout en laissant entrevoir l'arrivée imminente d'une importante infrastructure d'accueil touristique, qui risque de modifier la structure de sa population active.

La commune D'Ain Sfa, située dans une zone frontalière dont l'activité économique était traditionnellement axée sur le commerce les services, subit de plein fouet l'impact de la fermeture de la frontière Maroco-algérienne depuis 1994. Elle s'est trouvée obligée de se replier sur une agriculture vivrière et d'élevage, un artisanat bloqué par l'absence de débouchés de commercialisation et un important potentiel touristique non valorisé, par absence de vision stratégique régionale du tourisme.

La recherche des causes profondes de la pauvreté, n'a pas pour objet de détecter les causes cachées de ce phénomène mais de mettre en exergue les causes les plus pertinentes telles que ressenties par les populations pauvres. C'est ainsi que l'analyse lexicale nous a permis d'identifier et de hiérarchiser les principaux mots-clés considérés comme étant des facteurs générateurs de la pauvreté dont souffre la population enquêtée. Ces facteurs ressortent avec des appréciations différentes selon les variables de contexte, introduites dans l'enquête s'agissant notamment, de la situation géographique, du sexe, de l'âge, de l'état matrimonial, du type d'activité...

C'est ainsi que les femmes, par exemple, expliquent leur situation de pauvreté par des insuffisances, liées en premier lieu à la faiblesse de l'accès aux divers services, en insistant sur l'importance des soins de santé, sur le rôle stratégique de l'arrivée des adductions d'eau potable et sur les espoirs attendus d'une

amélioration de l'offre d'éducation. En termes de vision d'ensemble et de cohérence globale les femmes apparaissent comme la catégorie la plus apte à donner l'appréciation la plus complète du phénomène qu'elle ressent comme étant une pauvreté. C'est qu'à côté des problématiques du logement, d'emploi et de déficit en paramètres sociaux d'équipements communaux, elles mettent en avant les difficultés d'entreprendre pour des raisons de financement et d'encadrement, tout en soulignant la faiblesse des débouchés de commercialisation. Cette situation est considérée, surtout par les jeunes filles de moins de 25 ans, comme un enfermement dans le cercle vicieux qui consiste à reproduire la pauvreté par les pauvres eux-mêmes, dans une totale absence d'issues pour la valorisation des compétences aussi performantes soient-elles.

D'une manière plus générale, les causes explicatives des conditions modestes des individus sont d'abord liés à la rareté des opportunités pour obtenir un emploi décent et bénéficier d'un revenu suffisant et régulier, tout en mettant en relief que les difficultés d'insertion sont d'abord inhérentes à des insuffisances de qualification et de formation. Cette faible valorisation des ressources humaines est considérée, par de nombreux enquêtés, comme inéluctable au vu des conditions difficiles de scolarisation qui combinent les effets pervers des déperditions avec l'éloignement des établissements, l'enclavement du douar ou tout simplement l'indisponibilité de structures idoines (établissement, transport, internats...).

Par ailleurs, on retrouve, grâce à une analyse factorielle des correspondances multiples (AFC), le parallèle que l'on établit, plus haut, entre l'indice communal de développement social (territorial) et l'indice communal de développement humain que l'on a emprunté au HCP. En effet les résultats de l'enquête font ressortir une pauvreté territoriale tournée vers l'insuffisance en équipements d'infrastructures mais également vers le déficit en mobilisation de solidarité, les difficultés d'accès à la terre et le faible développement de l'encadrement associatif et de la création des coopératives. Par ailleurs, une pauvreté humaine est mise en relief en rapport avec les besoins des populations dans une proximité de leurs conditions individuelles ou collectives de regroupements en ménages, en douars ou par sexe.

Cette convergence d'analyse permet de retenir en guise de principale orientation de lutte contre la pauvreté dans la commune de Dar Bouazza, un relèvement des paramètres de développement humain, au sens d'une amélioration des conditions d'emploi et de revenus. La commune d'Aghouatim pour sa part, gagnerait à connaître une mise à niveau territoriale pour améliorer la rentabilité et favoriser la valorisation du potentiel agricole, touristique et artisanal local. Enfin s'agissant de la commune Aïn Sfa qui doit lutter à la fois contre la pauvreté d'un territoire enclavé, aux ressources peu valorisées et contre une pauvreté humaine d'une population cantonnée dans des activités de subsistance, à faible valeur ajoutée, l'orientation impose une intervention simultanée sur le territoire et sur le facteur humain.

II. Contexte général

La notion de pauvreté recouvre plusieurs dimensions, elle :

- s'explique, essentiellement et dans un premier temps, par une insuffisance de ressources monétaire. Elle est d'abord comprise comme une insuffisance du pouvoir d'achat et des conditions de vie des populations, traduisant ainsi l'incapacité du revenu (par non régularité ou insuffisance) à répondre aux besoins fondamentaux minimaux ; mais elle
- se traduit également par une précarité des conditions de vie, par des risques d'exclusion sociale et des facteurs d'ordre psychologique, liés à la perception personnelle de la pauvreté. Cela peut relever du ressenti « subjectif » de confiscation, de dépossession et d'impuissance face aux exigences de la vie et à la recherche d'accès aux soins de santé, à la scolarité et aux infrastructures d'appui de base, en termes de routes, d'électrification, d'eau potable... services pouvant donner lieu, à terme, au renoncement et l'abandon de toute forme de lutte pour changer une situation jugée inacceptable.

C'est ainsi que les conditions de pauvreté (Selon la Commission Économique des Nations Unies, 2003), se réfèrent non seulement aux carences et déficits matériels, mais intègrent aussi des paramètres sociaux relatifs à la capacité organisationnelle et de réponse collective, les déficits d'accès au travail, à la santé et à l'éducation. Le concept de pauvreté s'étend, alors, pour englober la dégradation ou à l'inaccessibilité aux ressources naturelles, aux sources de financement et d'une manière générale, à l'incapacité d'entreprendre. La compréhension du phénomène de pauvreté ne saurait, par ailleurs, être complète sans intégrer l'absence de participation de la population aux structures de gouvernance et leur faible implication dans la gestion de la vie économique, sociale et politique de la communauté. Dans ce cadre, des éclairages particuliers sont recherchés pour traiter des catégories de populations spécifiques: les femmes en général, les femmes chefs de ménage en particulier, les jeunes, les enfants, les vieillards, les handicapés...

Quel que soit le type, la nature ou l'ampleur de la pauvreté, il n'en demeure pas moins que c'est un phénomène qui reste intimement lié au système social auquel il est ancré. De ce fait, la pauvreté revêt un caractère dimensionnel et sa bonne compréhension doit faire appel à une multiplicité de méthodes plus ou moins satisfaisantes, selon les objectifs que l'on se propose d'atteindre.

Il est souvent difficile, voire impossible, de cerner simultanément l'ensemble des facettes de la pauvreté sur un site donné et pour une période déterminée. Au Maroc, l'État a décidé d'intensifier la lutte contre la pauvreté au lendemain du programme d'ajustement structurel (PAS), et divers indicateurs sont depuis calculés, essentiellement par le Haut-Commissariat au plan. Ces mesures quantitatives de caractère monétaire reposent sur des enquêtes épisodiques et spécifiques sur le niveau de vie, parfois complétées et enrichies par les résultats des recensements généraux de la population et de l'habitat.

Ces indicateurs, donnent souvent une appréciation des seuils de pauvreté basés sur la dépense, et n'accordent que peu d'importance à certains besoins fondamentaux qui ne font pas l'objet de transactions monétaires. Tel est le cas des services liés aux équipements et aux infrastructures d'appui, appelés parfois services socio-économiques et se rapportant au désenclavement, à l'accès à l'eau potable, à l'électrification, aux soins de santé et à l'éducation. Il en est de même des aides de l'État qui ne donnent pas lieu à des paiements directs, comme c'est le cas de la compensation, et qui ne sont perçus ni comme revenus ni comme dépenses par les ménages. C'est là tout l'intérêt de s'inscrire dans une approche plus générale que celle délimitée par le processus exclusivement monétaire.

La lutte contre la pauvreté doit alors reposer sur la condition sine qua non qui consiste à considérer les pauvres comme partenaires dans un processus participatif d'identification des causes profondes de la pauvreté et des solutions à mettre en œuvre pour son éradication.

À cet égard, une approche qualitative qui permet de mieux faire émerger les interprétations socio-économiques de la pauvreté, apportera les éclaircissements nécessaires à l'efficacité d'une stratégie à développer en la matière. Cette démarche offrira un meilleur ciblage des populations défavorisées et permettra de mieux appréhender certains aspects de la pauvreté qui ne sont pas saisis par les enquêtes classiques sur le niveau de vie.

III. Objectifs de l'étude

L'étude s'inscrit dans une approche qualitative, en quête d'une plus profonde compréhension de la réalité vécue par les pauvres, par le recours à des techniques qui favorisent la remontée des explications de ce qui est ressenti par les pauvres eux-mêmes. L'objectif est de recueillir les opinions et les perceptions des individus considérés comme pauvres sur le phénomène de pauvreté qui les concerne. Il s'agira notamment de reconstruire, avec les populations concernées, les parcours types et les tranches de vie représentatives des pauvres, ainsi que les stratégies individuelles de lutte et les perspectives d'avenir habituellement envisagées.

L'étude vise à mettre en évidence des révélateurs, autres que ceux habituellement extraits des études quantitatives classiques. Ce, à travers des informations qualitatives, qui traduisent mieux les réalités locales, en étant directement collectées auprès des personnes enquêtées et identifiées comme pauvres. Il s'agit notamment de :

- Déterminer les causes profondes de la pauvreté, tout en reconstruisant les définitions et les catégorisations ;
- Identifier les facteurs explicatifs du phénomène de la pauvreté ;
- Trouver et comprendre les freins qui entravent les initiatives des pauvres ;
- Expliquer les attitudes et les motivations susceptibles d'être développées par les individus pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

IV. Instrument méthodologique

4.1 Choix des sites et de la population cible

Trois critères majeurs ont présidé à la sélection de la zone à couvrir par l'étude :

- La prise en compte des indicateurs quantitatifs établis par le Haut-Commissariat au Plan sur la pauvreté relative, la vulnérabilité économique et l'inégalité des dépenses de consommation (2007);
- La prise en compte des communes qui abritent des projets ou ont connu des réalisations développées par CARE International Maroc et enfin ;

- la diversification des sites, pour collecter des informations en provenance de situation socioéconomiques différentes.

C'est ainsi que le choix s'est porté sur :

1. Une zone située à la périphérie de la métropole économique du Maroc. Il s'agit de douars ciblés par l'Initiative nationale de développement humain (INDH) de la commune Dar Bouazza relevant de la Province de Nouasser, dans la région du Grand Casablanca ;
2. Une zone frontalière à l'est du pays qui connaît de grands problèmes économiques liés à l'économie informelle et aux activités de contrebande. Il s'agit de la commune Aïn Sfa, qui se présente comme un constituant de la niche à fort potentiel touristique de Tafoghalt et du nouveau pôle de développement de la région de l'Oriental du Maroc (Med-Est);
3. Une Zone enclavée, dans l'arrière-pays de Marrakech, qui aspire à un ancrage à l'économie résidentielle du premier pôle touristique du Maroc. Il s'agit de la commune Aghouatim relevant de la Province d'Al Haouz, dans la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz.

La démarche s'appuie sur des outils d'analyse et des techniques d'entretien qui facilitent le partage de l'information s'agissant notamment, d'interviews semi structurées et de focus groups. La dynamique de groupe est facilitée par les guides d'entretien, les techniques de restitution et l'interaction entre les membres de l'équipe de recherches.

Pour tenir compte du caractère transversal de la dimension « genre », le diagnostic participatif consacre des interviews spécifiques aux récits de vie des femmes ainsi qu'à l'organisation de focus groups propres aux femmes et aux jeunes filles, dans un traitement symétrique aux hommes et aux jeunes masculins.

L'échantillon de la population à enquêter a été établi sur la base des listes provinciales des pauvres, corrigées et complétées localement avec l'aide des conseils communaux et des ONG actives au niveau de chacun des sites. Une attention particulière a été portée à la représentation des personnes les plus démunies, notamment les familles nombreuses et sans ressources, les mal-logés, les femmes nécessiteuses (veuves et divorcées), les personnes âgées, les handicapés...

4.2 Outils de collecte et organisation de l'enquête

L'enquête étant de caractère qualitatif, le type d'interviews adopté est du genre semi-directif, reposant sur des groupes de discussions, des récits de vie individuels et les entretiens avec des personnes ressources. Les guides d'entretien préparés à cet effet sont au nombre de quatre :

1. Une fiche technique de la commune pour recueillir des informations sur l'environnement et le cadre de vie des personnes enquêtées,
2. Un guide pour orienter Les groupes de discussion (focus groups),
3. Un guide pour recueillir les récits de vie,
4. Un guide pour collecter les entretiens individuels avec des personnes-ressources.

Organisation de l'enquête (diagnostic participatif) sur les causes de la pauvreté sur chaque site

Groupes de discussion			Récits de vie			Personnes-ressources		
Type	Nombre individus	Qualité	Type	Nombre individus	Qualité	Type	Nombre individus	Qualité
Groupe 1	10	Chefs de ménages hommes (CM)	Récits /site	10	5 Hommes + 5 Femmes	Entretiens /site	5	Acteur local responsable
Groupe 2	10	CM Femmes ou épouses de CM						
Groupe 3	10	Jeunes Garçons de moins de 25 ans						
Groupe 4	10	Jeunes Filles de 25 ans						

V. Etat des lieux des communes ciblées par l'enquête

5.1 Aperçu monographique

5.1.1 Commune de Dar Bouazza

Avec une superficie de 12 700 ha, la commune de Dar Bouazza, qui relève de la province de Nouaceur, s'étend sur près de 16 km le long du littoral Atlantique, dans un prolongement de la ville de Casablanca. Bien que disposant d'un fort potentiel agricole, les terres sont progressivement envahies par une rapide diffusion urbaine, sous l'effet de l'exode rural massif que produit l'attrait de la ville de Casablanca. La population¹ estimée à quelques 116 000 habitants formant (formant 26 000 ménages) est essentiellement rurale pour près des deux tiers et forme la plus grande concentration de la population rurale du Grand Casablanca (soit plus du tiers de la population rurale régionale). La commune connaît par ailleurs l'arrivée de nouveaux propriétaires *citadins chassés*, des quartiers pauvres ou périphériques de Casablanca, par la cherté des loyers et les difficultés d'accès à la propriété en métropole.

Dar Bouazza connaît une urbanisation accélérée, en développant un modèle d'économie de type résidentiel, sous l'effet de l'accroissement des résidences secondaires et touristiques et en tant que cité-dortoir avec une population dépendante des opportunités d'emploi et des équipements de Casablanca, engendrant de ce fait, une prolifération de douars non réglementaires et une marginalisation sociale.

La croissance démographique et les mouvements de migrations sont à l'origine d'une accélération des phénomènes de pauvreté et de marginalisation d'une couche importante de la population de Dar Bouazza.

En matière d'éducation, le niveau d'études de la population s'arrête majoritairement au secondaire. L'analphabétisme reste élevé et les femmes apparaissent comme les plus touchées par ce fléau.

Cette situation explique les conditions de vie limitées des habitants. En effet, de nombreux douars souffrent de l'insuffisance des équipements et de l'encadrement scolaires. L'éloignement et l'insécurité des chemins menant vers l'école incitent souvent les parents à retirer leurs enfants, notamment leurs filles, du système scolaire.

Les effets de l'analphabétisme et de la faiblesse de la scolarisation se font sentir négativement sur l'emploi. La part des femmes dans la population active est très limitée, le chômage est important et

¹ Projections démographiques - CERED

l'accès à des emplois stables reste difficile, faisant ainsi une large place au secteur informel. L'emploi du secteur informel est concentré dans le BTP et l'exploitation des carrières à laquelle s'ajoutent, essentiellement, des petites structures industrielles avec une prédominance du textile et du cuir.

5.1.2 Commune d'Aghouatim

La commune d'Aghouatim, de création récente (2009), est située à 15 km au sud de Marrakech et constituée de 92 douars, distribués sur quelques 28 000 ha. Son peuplement correspond à une sédentarisation d'éleveurs venus du Souss. Sa population estimée à 23 000 habitants se caractérise par la plus forte densité (108 hab/km²) de la province (79 hab/km²).

Le type d'habitat est pour 90 % de type rural. L'électrification est quasi généralisée avec un taux de 95 %, pendant que quatre douars n'ont pas encore été touchés par l'alimentation en eau potable. Il faut noter cependant que certains douars équipés souffrent d'un manque d'eau, en raison du stress hydrique qui touche les nappes phréatiques sous l'effet d'une insuffisante pluviométrie régionale.

En matière d'enseignement, la commune dispose de 6 écoles primaires centrales et 25 annexes, avec une capacité de près de 5000 places. Pour la fréquentation des collèges et lycées les élèves doivent effectuer le déplacement au centre de Tahannaout, situé à 8 km du chef-lieu de la commune. Cet éloignement, auquel s'ajoute des conditions sociales et géographiques difficiles expliquent les difficultés de poursuite des études pour les enfants de la commune. On notera que l'analphabétisme y reste élevé avec un taux global moyen de 50 % et atteint 72 % pour les femmes.

Au niveau de la couverture sanitaire, la commune dispose de deux dispensaires et d'un hôpital provincial distant de 15 km. Toutefois, un fort enclavement gêne l'accès d'une partie de la population aux services de santé (Douars Amerzouast et Allous).

L'activité économique de la commune est largement orientée vers l'agriculture, principal pourvoyeur d'emplois et de revenus. L'encadrement de ce secteur, assuré par l'Office de mise en valeur d'Al Haouz et les diverses associations et coopératives actives, a permis un développement notable particulièrement en matière d'arboriculture (Olivier) et d'élevage. Toutefois, et malgré les efforts déployés, le secteur souffre encore de la qualité des techniques utilisées, des aléas climatiques et de la complexité du statut foncier des terres agricoles.

Par ailleurs et en l'absence d'industries, la commune abrite un secteur artisanal diversifié qui compte près de 1500 actifs occupés dans diverses spécialités : bois et menuiserie, orfèvrerie d'argent et de cuivre, tissage de tapis, zellidj, Tadellakt... La rentabilité reste cependant limitée, en raison de la forte concurrence qui caractérise ce secteur, de l'indisponibilité des matières premières au niveau local et de l'absence d'espaces de commercialisation.

Enfin, dans le domaine du tourisme, la commune dispose d'un potentiel tout aussi riche que varié. La zone est classée patrimoine culturel (Dahir d'avril 1944) et abrite un important patrimoine matériel (grottes, vestiges historiques, huileries traditionnelles...) et un autre immatériel alimenté par un folklore local. Ces avantages restent peu valorisés et sans impact réel sur la population, en l'absence d'un produit touristique local, d'une main-d'œuvre qualifiée et de la faiblesse des équipements d'infrastructures.

5.1.3 Commune de Ain Sfa

La commune rurale d'Aïn Sfa est constituée de 43 douars et s'étend sur une superficie de 27 500 ha (dont 40 % est composée de forêts et de montagnes) dans la région de l'Oriental, à 30 km au Nord-Ouest de la ville d'Oujda. La présence de nombreuses sources d'eau constitue un atout pour le développement

d'activités agricoles et sa situation dans la zone montagneuse et forestière des Beni Snassen lui confère un fort potentiel pour le développement d'un écotourisme, à mi-chemin du tourisme balnéaire de Saïdia et du tourisme du désert ouvert sur l'oasis de Figuig.

Sur le plan démographique, la commune qui comptait plus de 5000 habitants au recensement de 2004 est en voie de dépopulation sous l'effet de l'exode rural.

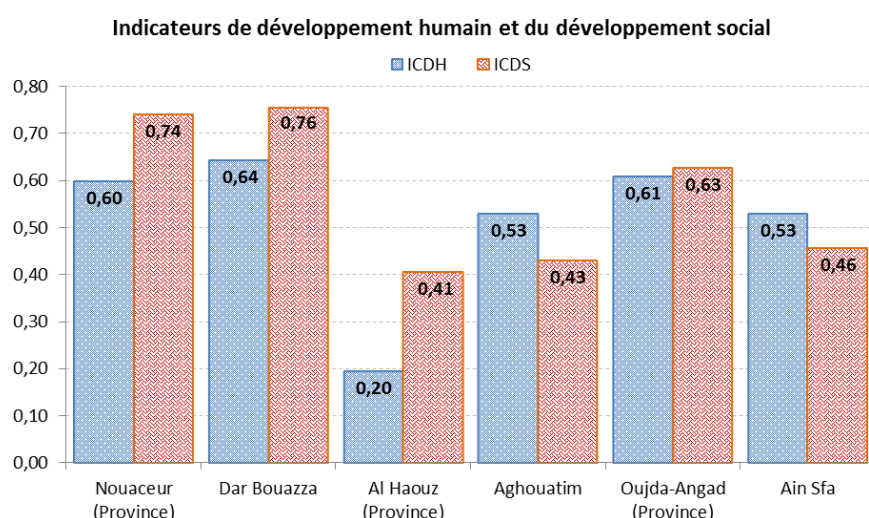
L'activité économique est à vocation agricole et reste fondamentalement de nature vivrière. L'arboriculture tournée vers l'olivier et l'amandier ne constitue que moins de 5 % des cultures. L'élevage se répartit entre les caprins dans la partie montagneuse de la commune et un mélange d'ovins et de bovins dans sa zone relevant de la plaine des Angad. D'autres activités de moindre importance sont développées sur le territoire s'agissant notamment, de l'apiculture et d'un artisanat, peu développé, basé sur des produits locaux tels que l'alfa (sorte de graminées), le doum (palmiers nains)...

En matière d'équipement en infrastructure d'appui, le réseau électrique, avec un taux de 45 %, dessert principalement le chef-lieu de la commune, pendant que de nombreux douars restent en dehors de la couverture. L'accès à l'eau potable reste pour sa part peu développée et ne concerne que 60 % de la population. L'enclavement reste important au vu de l'insuffisance des dessertes qui donneraient l'accès des douars à la route.

L'infrastructure d'accueil scolaire n'est constituée que de deux écoles primaires et 12 annexes. L'éloignement du collège, à 30 km de la localité, et l'absence d'internats est un facteur fortement dissuasif de la fréquentation scolaire et est largement responsable de l'abandon précoce des élèves. Cette situation n'est pas pour faire baisser l'analphabétisme qui concerne 73% de la population (72 % des femmes).

Les structures sanitaires, réduites au seul dispensaire du centre, ne sont pas en reste et souffrent d'une insuffisance en équipements et en personnel médical, tout en étant difficilement accessible à la majorité des douars de la commune.

5.2 Développement humain et développement territorial



Source : HCP, Données cartographiques et statistiques, 2004

Le graphique ci-dessus reprend, pour la zone d'enquête, Les indices composites de la pauvreté

communale : l'indice communal de développement humain (ICDH)² et l'indice communal de développement social (ICDS)³, construits, par le Haut-Commissariat au Plan(HCP), sur la base des données du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de septembre 2004

5.2.1 Commune de Dar Bouazza

La commune de Dar Bouazza a un niveau de développement humain légèrement supérieure à la moyenne de la province de Nouaceur, avec un différentiel à l'avantage de l'équipement territorial (0,76) sur les conditions de vie humaine (0,64). L'effort de rattrapage doit, selon cette appréciation, être mis sur le relèvement des paramètres de développement humain.

Les actions à entreprendre sur cet espace doivent être tournées vers l'élargissement des opportunités de création d'emplois et l'amélioration des niveaux de revenus des populations. De même que devraient être améliorées les conditions sociales des habitants, par le renforcement de la couverture sanitaire en soins de base, l'amélioration de la fréquentation scolaire particulièrement celle de la fille et la lutte contre l'analphabétisme.

5.2.2 Commune d'Aghouatim

La commune d'Aghouatim apparaît bénéficiant d'un développement humain (0,53) nettement en dessous de celui de la population de la province d'Al Haouz dans son ensemble, qui faut-il le souligner, est anormalement faible. Le développement territorial, pour sa part, est du même ordre que la moyenne provinciale. Cela laisse supposer que la priorité doit être donnée à la mise à niveau territoriale, en programmant des équipements additionnels qui permettraient d'améliorer la rentabilité de la mise en valeur des ressources locales. Il s'agit, en l'occurrence, de la valorisation des potentialités agricoles, touristiques et artisanales insuffisamment exploitées au niveau local.

5.2.3 Commune de Ain Sfa

Contrairement aux deux précédentes communes, Ain Sfa affiche des indicateurs en deçà des moyennes observées au niveau provincial d'Oujda-Angad. C'est pour cela que les programmes d'action à envisager, pour ce type de communes, doit viser l'ensemble des secteurs qui concourent à améliorer les conditions de vie des populations, qu'il s'agisse du développement humain ou du développement social.

En matière de développement humain, l'appui pourrait porter sur l'ensemble des composantes de l'ICDH, à savoir l'encouragement des activités génératrices de revenus et créatrices d'emplois, le renforcement des soins de santé de base et des conditions d'hygiène et l'amélioration de la scolarisation, tout en luttant contre l'analphabétisme. Le volet correspondant au développement social appellerait des interventions pour le renforcement des infrastructures d'appui s'agissant notamment de la couverture en électrification, de l'alimentation en eau potable et de l'élargissement de l'accès à la desserte routière.

² IDCH : Indice synthétique inspiré de l'indice de développement humain (IDH) utilisé par le PNUD. Il résume dans une combinaison linéaire trois types de variables censées traduire à la fois les aspects démographiques, socioculturelles et économiques.

³ ICDS : Indice synthétique qui a pour objet de traduire le niveau en équipement communal de base, s'agissant notamment de l'électrification (réseau ou système décentralisé), l'adduction en eau potable (réseau ou fontaines publiques) et de l'accès à la route (dans un rayon de moins de 2 km).

5.3 Indicateurs de pauvreté et de vulnérabilité

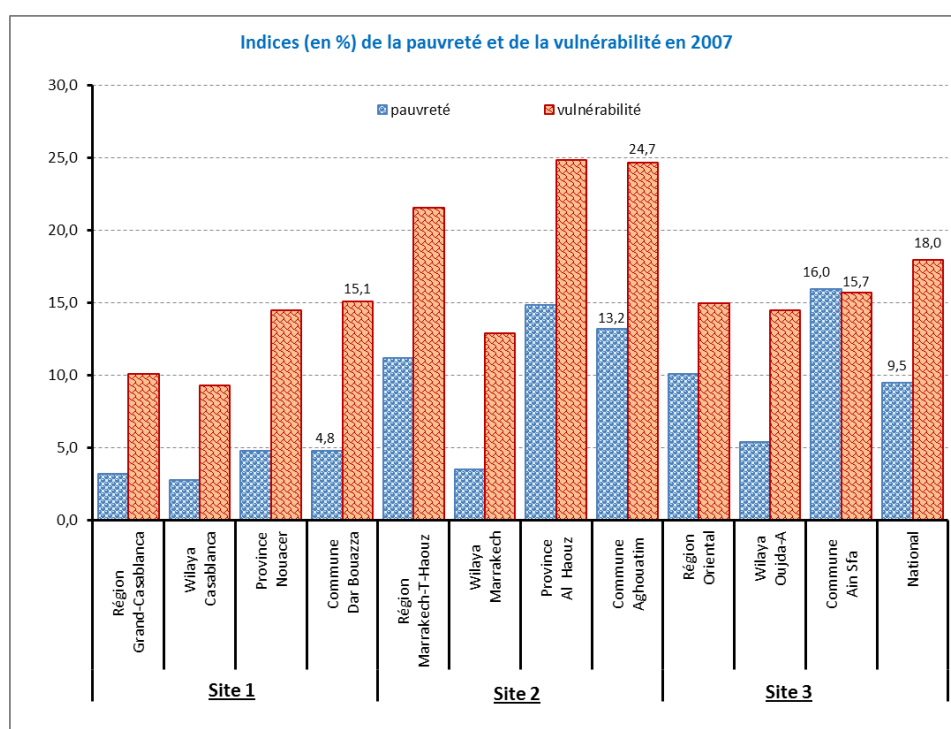
La dernière carte de la pauvreté élaborée par le Haut-Commissariat au plan est fondée sur des données quantitatives de la pauvreté, tirées de l'enquête sur le niveau de vie des ménages (ENVDM) de 2007. La construction est réalisée, comme recommandé par la FAO et l'OMS, en partant du seuil de la pauvreté alimentaire correspondant à un minimum de 1984 kcal par jour et par personne. Ce seuil, augmenté de l'allocation non alimentaire dépensée par les ménages qui atteignent le minimum alimentaire, permet de déterminer le seuil de pauvreté relative. Ce dernier, a été utilisé pour calculer le seuil de vulnérabilité qui correspond, selon la méthode développée par la Banque Mondiale, à la population disposant d'un revenu variant entre 1 fois et 1,5 fois le seuil de pauvreté relative. Ces éléments ont alors été utilisés pour calculer les principaux indicateurs permettant d'estimer la pauvreté, la vulnérabilité et l'inégalité.

Selon ces indicateurs, la zone d'enquête sur les causes profondes de la pauvreté, se présente comme indiqué sur le tableau et illustré par le graphique ci-dessous :

Indices (en %) de la pauvreté et de la vulnérabilité en 2007

Région	Wilaya	Province	Commune	Taux (%) de		Indice (%) de		
				pauvreté	vulnérabilité	volumétrique de la pauvreté	sévérité de la pauvreté	Inégalité Gini
Grand-Casa				3,2	10,1	0,6	0,1	
	Casa			2,8	9,3	0,5	0,1	
		Nouacer		4,8	14,5	0,9	0,3	
			Dar Bouazza	4,8	15,1	0,9	0,3	30,6
Mar-T-Haouz				11,2	21,6	2,2	0,7	
	Marrakech			3,5	12,9	0,7	0,2	
		Al Haouz		14,9	24,9	3,2	1,0	
			Aghouatim	13,2	24,7	2,7	0,8	28,1
Oriental				10,1	15,0	2,3	0,8	
	Oujda-Angad	Oujda-Angad		5,4	14,5	0,8	0,2	
			Ain Sfa	16,0	15,7	4,5	1,7	38,5

Les indices de pauvreté, correspondent à la proportion de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté relative. Seuil, fixé, en milieu rural, par les études du HCP en 2007, à une dépense inférieure à 9,8 DH/personne/jour. Ces indices varient pour la zone d'enquête entre 4,8 % et 16 %, le minimum étant observé à Dar Bouazza, commune située dans le prolongement économique et urbanistique de la ville de Casablanca.



Ce faible taux de pauvreté n'est pas l'expression d'un meilleur niveau de vie de la population, vu que celle-ci est plongée dans une significative vulnérabilité, avec un taux de 15,1 %. Ce qui revient à dire que cette tranche de la population a une dépense qui se situe entre 9,8 dirhams et moins de 15 dirhams par jour et par personne. Il s'agit d'une population qui, sans être classée comme pauvre, est fortement menacée par la pauvreté, dans laquelle elle peut retomber à la survenance du moindre événement accablant.

Il peut être question d'un événement malheureux (tel que pourrait être le cas pour une maladie, des conditions climatiques contrariantes...) ou même heureux (à l'exemple de naissances, mariages ou fêtes conduisant à des surendettements qui grèvent lourdement les budgets des ménages...).

La commune d'Aghouatim, tout en affichant un taux de pauvreté modéré (13,2 %), présente une plus forte vulnérabilité (24,7 %), ce qui est l'expression comme signalé précédemment d'une économie animée par un secteur agricole faiblement modernisé et une prolifération des petits métiers dans le secteur informel.

Pour sa part, la commune de l'Ain Sfa abrite une population confinée pour près du tiers, soit dans la pauvreté pour 16 % d'entre eux, soit à la lisière de celle-ci, dans une vulnérabilité pour une proportion de 15,7 %. C'est le reflet de la grande précarité de son économie locale à productivité médiocre, de son enfermement dans une agriculture de subsistance et un élevage extensif à faible rendement...

La précarité de la zone est d'autant plus préjudiciable que l'on relève, en plus des faibles conditions de revenus et dépenses, une grande disparité dans la répartition de ces derniers. L'indice de Gini⁴, qui mesure l'inégalité dans la distribution des dépenses de consommation des ménages, est de 28,1 % à Aghouatim. Il passe par une valeur intermédiaire de 30,6 % à Dar Bouazza et atteint 38,5 % à Ain Sfa, commune qui connaît la plus forte iniquité dans la distribution des fruits d'exploitation des ressources locales.

La situation des pauvres parmi les pauvres est mesurée par l'indice volumétrique⁵ de la pauvreté et l'indice de sévérité⁶ de la pauvreté. Ces indices restent des valeurs plus ou moins significatives, au niveau de la zone d'enquête, particulièrement à Ain Sfa qui connaît le plus lourd déficit (écart entre le seuil de pauvreté et la dépense effective par tête des ménages pauvres). Cela se traduit par de substantiels transferts de ressources qui doivent être opérés, simplement pour élever les dépenses des pauvres au niveau du seuil de pauvreté.

Enfin, l'importance de la vulnérabilité (voir graphique ci-dessus) est telle qu'elle appelle des mesures sérieuses de soutien aux populations et de mise à niveau territoriale, pour tirer le niveau de vie vers le haut et éviter que les effectifs substantiels des populations vulnérables ne viennent grossir la masse, non négligeable, des populations vivant en dessous du seuil de pauvreté.

⁴ L'indice qui varie entre la valeur zéro pour exprimer l'égalité parfaite et la limite maximale 100 %, pour désigner l'inégalité absolue.

⁵ Indice volumétrique de la pauvreté : c'est une mesure de l'intensité de la pauvreté, qui évalue la distance moyenne qui sépare le seuil de la pauvreté et la dépense par tête des ménages pauvres.

⁶ Indice de sévérité de la pauvreté : c'est une mesure de la gravité de la pauvreté qui permet de mettre davantage l'accent sur les plus pauvres parmi les pauvres dans la mesure de la pauvreté.

VI. Résultats de l'enquête qualitative

Les enquêtes de terrains ont été réalisées selon la procédure de type semi directif, en s'appuyant sur un guide d'entretien permettant de faire ressortir les axes majeurs de la collecte des données. Ainsi, après une première partie qui permet de recueillir des caractéristiques sociodémographiques de l'enquêté (état matrimonial, âge, sexe...), Le reste du guide a été structuré de telle sorte que les trois approches adoptées (focus groupes, récits de vie et interviews de personnes ressources) puissent permettre à la population interrogée de s'exprimer sur :

- leurs conditions de vie quotidienne et la manière dont ils ressentent les différentes manifestations de la pauvreté, de la vulnérabilité, de l'exclusion, etc. ;
- l'origine, les facteurs responsables et les causes de la pauvreté ; et enfin
- les stratégies, quand elles existent, que les personnes qui se considèrent comme pauvres veulent développer, dans le respect d'éventuelles priorités, pour améliorer leurs conditions de vie.

6.1 Caractéristiques sociodémographiques de la population enquêtée

Tableau de bord des caractéristiques sociodémographiques (en %)

Communes		Sexe		Age		État matrimonial	
Dar Bouazza	38,9	Masculin	42,0	Moyenne=	34,2	Célibataire	43,2
Aghouatim	31,5	Féminin	58,0	Médiane=	33	Marié	54,3
Ain Sfa	29,6	Total	100,0	Min = 15	Max = 83	Autres	2,5
Total	100,0			Moins de 20	21,0	Total	100,0
				De 20 à 29	22,9		
				De 30 à 39	17,8		
				De 40 à 49	19,1		
				De 50 à 59	11,5		
				60 et plus	7,6		
				Total	100,0		
Type d'activité		Niveau d'études				Occupation du logement	
Actif occupé	37,6	Aucun	42,3			Propriétaire	63,4
Chômeur	3,2	Primaire	23,5			Locataires	5,6
Inactif	59,2	Secondaire	30,2			Logé par les parents	26,8
Total	100,0	Supérieur	4,0			Autres	4,2
		Total	100,0			Total	100,0

Les restitutions de l'enquête, après épuration (thèse de cohérence et suppression des non-réponses) ont été soumises au logiciel Sphinx Lexica pour une analyse lexicale et de contenu.

Les personnes ayant pris part aux différents focus groupes et autres récits de vie se répartissent entre 58 % de femmes et jeunes filles et 42 % d'hommes et de jeunes garçons, pour un âge moyen de 34,2 ans. Les personnes mariées représentent 54,3 %, pour 43,2 % de célibataires et 2,5 % de veuves ou divorcées. L'échantillon est fortement marqué par une forte pondération des inactifs (59,2 %) pour un taux d'actifs occupés de 37,6 % (en 2011, le taux d'emploi est de 44,8 % au niveau national et de 55,7 % en milieu rural). S'agissant du niveau d'instruction, 42,3 % sont analphabètes et à peine 4 % ont pu bénéficier d'un enseignement supérieur. Enfin, en matière d'habitat et concernant le statut d'occupation du logement, on relève le caractère peu fréquent du locatif en milieu rural et plus de 90 % des enquêtés se déclarent propriétaires ou logés par des parents eux-mêmes propriétaires de leurs habitations.

6.2 Etat des lieux et processus de la pauvreté

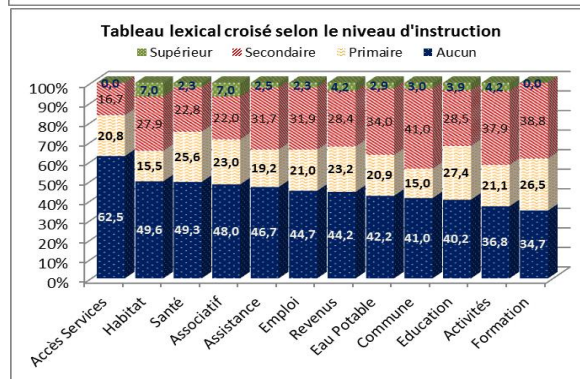
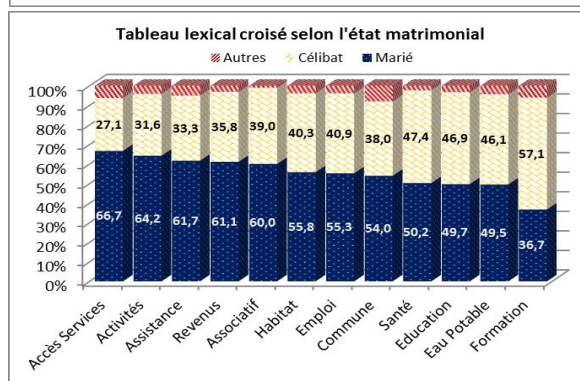
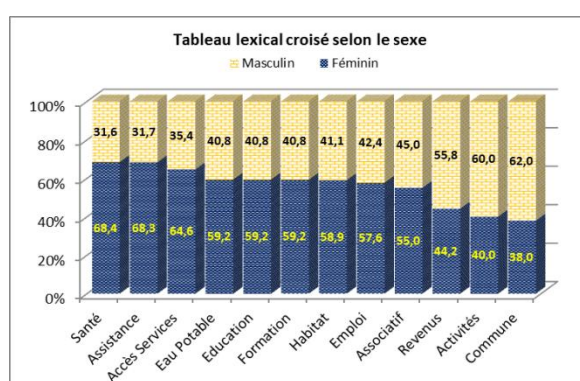
En exploitant la voie lexicale(cf. tableaux de l'annexe 1), qui consiste, sans aucun a priori sur le texte, à exploiter les redondances selon des statistiques qui permettent de substituer des extraits lexicaux à la simple lecture du texte, on a eu à retenir une liste d'une douzaine de mots (mots clés), qui ressortent comme étant les plus fréquents : emploi, santé, eau potable, éducation, habitat, assistance, associatif,

commune, activités, accès aux services, formation. Les mots de ladite liste ont été croisés avec les variables de contexte retenues dans le cadre de l'enquête (sexe, état matrimonial, niveau d'instruction, type d'activité et statut d'occupation du logement), pour produire les tableaux lexicaux commentés ci-après.

Les différentes perceptions de la pauvreté dépendent sans doute de la distribution sociale des rôles entre hommes et femmes. L'homme est, dans ce cadre, désigné comme seul responsable des conditions matérielles de la cellule familiale dont il a la charge. À cet égard, l'enquête a conduit à la constatation que pendant que l'homme, submergé par la pauvreté, se résigne à reconnaître son impuissance à assurer un niveau de vie décent aux personnes sous sa tutelle et rend grâce à Dieu qui, dans sa magnanimité, lui permet de survivre, la femme récupère toute la verve revendicative au nom du ménage, de la famille et même de l'ensemble de la collectivité.

Ce sont alors les femmes qui apparaissent comme majoritaires pour réclamer :

- un emploi (57,6 %) donnant lieu à une juste rémunération. Cette requête est prioritairement exprimée pour trouver une solution au chômage du mari à qui revient socialement la responsabilité d'assurer la prise en charge du foyer. Ce droit de « préemption » des hommes, place les femmes, au vu de leurs statuts d'épouses au second rang, dans leurs tentatives de rejoindre le marché du travail ;
- de meilleures conditions dans l'offre de santé publique (68,4 %). Ce, d'autant plus que les femmes sont les premières à souffrir des insuffisances en matière de suivi médical, particulièrement en ce qui concerne la maternité ou dans le cas où l'enclavement entrave les évacuations d'urgence pour accouchement ;
- un plus large accès à l'eau potable (59,2 %), étant donné que c'est aux femmes que revient la corvée de l'approvisionnement en cette denrée, quand l'adduction n'en est pas assurée pour le douar ;
- une scolarisation plus complète des enfants et surtout plus valorisante pour permettre une meilleure ascension sociale. Cette option est la plus privilégiée dans les perspectives envisagées pour s'extirper de la pauvreté ;
- un habitat sans insalubrités et avec de meilleures conditions de confort en adduction d'eau potable et en branchement électrique notamment ;
- un appui institutionnel de la part des organes centraux et déconcentrés de l'État, plus globalement regroupés sous le vocable de Makhzen, et qui sont considérés comme les principaux responsables des conditions de vie difficile des habitants en général et des plus pauvres d'entre eux en particulier, du fait de leur inertie et de leur ignorance des réalités locales.

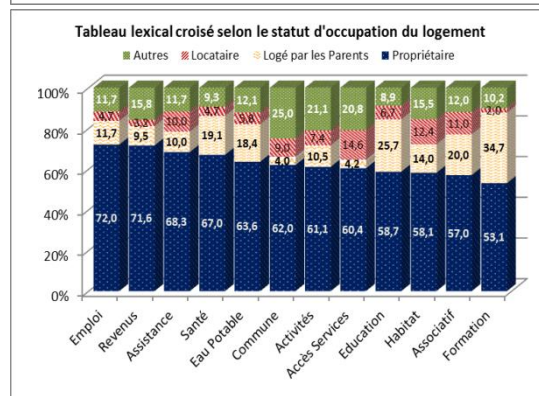
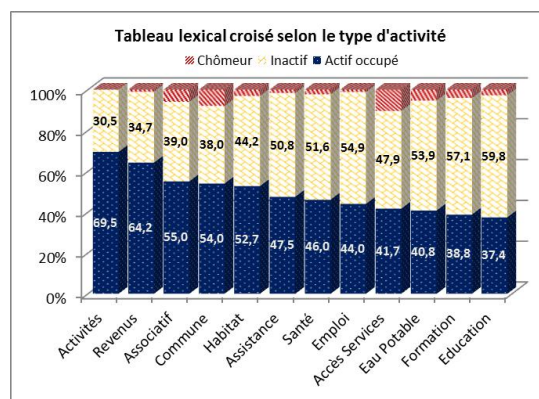


Pour leur part, les hommes pauvres, dans la recherche d'amélioration de leurs conditions de vie, sont davantage orientés vers des exigences qui appellent à :

- faire jouer un rôle davantage responsable au Conseil communal (62 %), dont les promesses électorales ont perdu en crédibilité et qu'on estime dépourvu de toute capacité réelle de lutter contre la pauvreté ;
- créer davantage d'opportunités pour l'identification et la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus (60 %) et en guise le corollaire,
- améliorer les revenus, objectif qui doit être la finalité de toute politique qui aspire, un tant soit peu, à faire reculer la pauvreté.

En ce qui concerne les autres variables de contexte, on relève que :

- l'état matrimonial fait apparaître les personnes mariées, sans discrimination de sexe, comme les plus demandeuses d'aide et assistance (61,7 %), particulièrement en matière d'encouragement de l'encadrement associatif (60 %) dans un appui aux activités (64,2 %) et ce, parallèlement à l'amélioration de l'accès des populations aux services socio-économiques ;



- la variable niveau d'instruction conduit à identifier la catégorie des individus n'ayant aucun niveau comme la plus revendicative, notamment en matière de développement des équipements communaux ;
- le type d'activité, pour sa part, fait ressortir une plus grande insatisfaction chez les actifs occupés. Attitude révélatrice d'une situation ressentie comme précaire sur le marché du travail (60,5 %) et une rémunération en deçà de ce qui est espéré pour un niveau de vie acceptable (64,2 %).

En prenant globalement l'ensemble des variables de contexte, on constate que les mots clés retenus comme les plus pertinents dans la traduction de la réalité de la pauvreté, pourrait être regroupés en trois grandes classes :

- une première classe formée par les facteurs explicatifs qui concernent le territoire en termes de quête de mise à niveau territoriale, qui consisterait à améliorer les indicateurs des services socio-économiques (accès aux services divers, santé, éducation, habitat, eau potable). Elle peut ainsi servir d'interprétation d'une situation marquée par le déficit en équipements collectifs et renvoie au constat des insuffisances des politiques publiques, pour assurer un environnement favorable à l'amélioration des conditions du niveau de vie des populations ;
- une seconde classe composée des facteurs directement liés à l'individu et par laquelle on peut expliquer les déficits en opportunités d'emploi et de génération de revenus, ainsi que des insuffisances en termes de qualification et de formation en vue d'une meilleure insertion dans la vie active ;
- une troisième classe serait celle liée au rôle de la commune, en tant qu'institution décentralisée, émanation directe du suffrage exprimé par l'implication locale.

La première classe trouve une forte sensibilité, essentiellement auprès des femmes dont les cinq priorités

mettre en avant les services de santé, les services divers, l'eau potable et l'éducation. Elle est par ailleurs largement représentée auprès des personnes sans aucune instruction. Ce qui laisse penser que les personnes n'ayant pas eu accès à l'école ou celle retombées dont l'analphabétisme après une scolarisation avortée, sont plus nombreuses à considérer que leur condition de pauvres incombe davantage au « peu d'État » dont ils bénéficient que d'une carence en mobilisation et efforts personnelles.

6.3 Expressions des situations de pauvreté

La recherche d'une définition de la pauvreté confirme le caractère multidimensionnel de ce phénomène, sans qu'il soit, pour autant, dissocié, selon l'avis des nombreuses personnes concernées, de la vulnérabilité. Il s'agit de l'incapacité de satisfaire, totalement ou partiellement, des besoins essentiels, par manque de ressources matérielles, financières ou de qualification.

Ces besoins couvrent tant les aspects alimentaires et vestimentaires que l'aspiration à bénéficier des services d'équipement socio-économique (éducation, santé, eau potable...) Et s'étendent, parfois et pour quelques-uns, à la revendication d'une plus grande participation et à plus de transparence dans la gestion de la chose publique.

Aussi, le concept de pauvreté, en arabe dialectal, donne-t-il lieu à une riche terminologie⁷ dont le dénominateur commun est la traduction d'une situation caractérisée par la carence, la privation, le dénuement, la pénurie... L'analyse par sexe et par âge montre que :

- Les femmes, de plus de 25 ans, sont les seules qui donnent l'appréciation la plus complète du phénomène de

pauvreté (encadré n°1). Elles abordent, à cet égard, tout aussi bien la problématique du logement que celle de l'emploi, en passant par le déficit des paramètres sociaux en équipement communaux, l'inexistence de débouchés

Encadré n° 1

VERBATIM : Sexe = "Féminin" et Age ≥ 25 ans

- La pauvreté se définit par l'accès limité au **logement** et à l'**emploi**. Ce qui conduit, au-delà de la pauvreté à la misère (miziria). C'est aussi, la prolifération de la **corruption** pour accéder aux **services** de l'Etat : santé, électricité, eau potable...
- La pauvreté c'est le fait d'être privé de tous les **droits**. Les jeunes ne peuvent pas continuer leurs **études** et se voient obligés de **travailler** à un âge précoce, soit dans la terre soit ailleurs, pour aider leurs familles.
- la pauvreté c'est l'**ignorance**. Nous les femmes on a beaucoup de **temps perdu** sans rien trouver à faire pour aider nos maris.
- « Dieu merci (Hamdoulillah), on n'a pas grand-chose et on n'a pas de grands besoins ». En réalité, pour nous au douar, la pauvreté réside dans la difficulté de nos jeunes à terminer leurs **études** et trouver un **emploi** pour aider leurs familles et même pour nos filles qui ne trouvent pas de **débouchés** pour leurs travaux artisanaux faits chez elles...
- Pour moi la pauvreté est relative à la **pluie** car s'il pleut on vit bien, sinon on ne trouve pas quoi donner à manger à nos bétails.
- Pour répondre ou bien mettre fin à la pauvreté nous avons très peu de moyens, il n'y a que peu d'initiatives de création des **projets** de création d'emplois, que ce soit individuel ou collectif, de la part des uns et des autres et de tous les acteurs concernés.

pour la commercialisation des produits fabriqués localement, la rareté des opportunités de mise en œuvre de projets générateurs de revenus et les effets dévastateurs de la sécheresse. Ce, sans oublier la non jouissance de l'ensemble de ses droits, dans un cadre miné par une corruption quasiment institutionnalisée.

⁷ pauvreté (Fa9r) = misère (Miziria) = crise (Azma) = dénuement (Zalt) = souffrance (Mehna) = indigence (Ihtiaj) = survivance (Aïch Bessif)...

- Les jeunes filles, de moins de 25 ans, font preuve (encadré n°2) d'une sérieuse frustration et considèrent qu'elles sont enfermées dans un processus de pauvreté qui se perpétue en dépit des qualifications et des compétences qu'elles sont

Encadré n° 2

VERBATIM : Sexe = "Féminin" et Age < 25 ans

- Il faut sortir la femme du **cercle vicieux de la pauvreté** car elle a toutes les **compétences** et les atouts nécessaires pour y arriver.
- la pauvreté, c'est de ne pas arriver à satisfaire les **besoins vitaux**. C'est un facteur majeur qui contribue à la **délinquance juvénile** (les jeunes ici s'adonnent au vol pour subvenir à leurs besoins et à l'usage des drogues et de l'ecstasy et stupéfiants nuisibles à la santé mentale)
- La pauvreté c'est de ne pouvoir offrir à ses **enfants** les mêmes conditions de vie que les autres, **logement, habillement, transport...**

capables de faire valoir. À noter par ailleurs, le fait, peut-être surprenant, de voir cette catégorie de population se préoccuper des grands problèmes sociaux, tels que la délinquance des jeunes ou encore les privations dont souffriraient les enfants en matière de logement, d'habillement, de transport... Cette posture peut s'expliquer par la manière dont ces jeunes filles se projettent en tant que futures mères et par l'influence socioculturelle, qui prépare la fille dans l'esprit d'une reproduction d'un système patriarcal et qui « formate », le rôle dévolu à la femme, dans le sens d'une femme au foyer, responsable majeure de l'éducation des enfants.

- Dans la lignée de ce qui précède, les hommes, de plus de 25 ans, sont installés dans leur rôle de responsable du ménage, voire de la famille. Ils font davantage valoir l'importance du travail, au sens de sources de revenus, mais insistent également sur la préservation de la dignité d'homme. Pour eux, la pauvreté est égale-

Encadré n° 3

VERBATIM : Sexe = "Masculin" et Age ≥ 25 ans

- L'absence de **travail** est le principal facteur de pauvreté.
- la pauvreté est une question de **dignité**. C'est l'absence de **travail** et l'incapacité à subvenir à ses **besoins** essentiels propres et à ceux de sa famille.
- L'origine de la **pauvreté vient des parents** car les enfants commencent leurs études et les suspendent à un âge précoce pour travailler n'importe où et faire n'importe quoi pour aider ses parents. Ces derniers les incitent à se marier très jeunes. Ils prennent alors la responsabilité de la femme et des enfants alors qu'ils n'ont même pas pu profiter de leur jeunesse. ce qui fait que la pauvreté se transmet de père en fils et entre générations.

ment une fatalité, puisqu'elle est, entre autres, le résultat de la pression des parents qui, non seulement sont incapables d'assurer à leur progéniture une scolarisation complète, mais les pousse souvent à se mettre très tôt en ménage, par un mariage « précoce ». Cela est supposé être la solution pour préserver les jeunes de « mal tourner » par l'accession à un sentiment de responsabilité et de prise en charge d'un foyer.

- Le point de vue des jeunes hommes, de moins de 25 ans, est essentiellement orienté vers leurs propres

Encadré n° 4

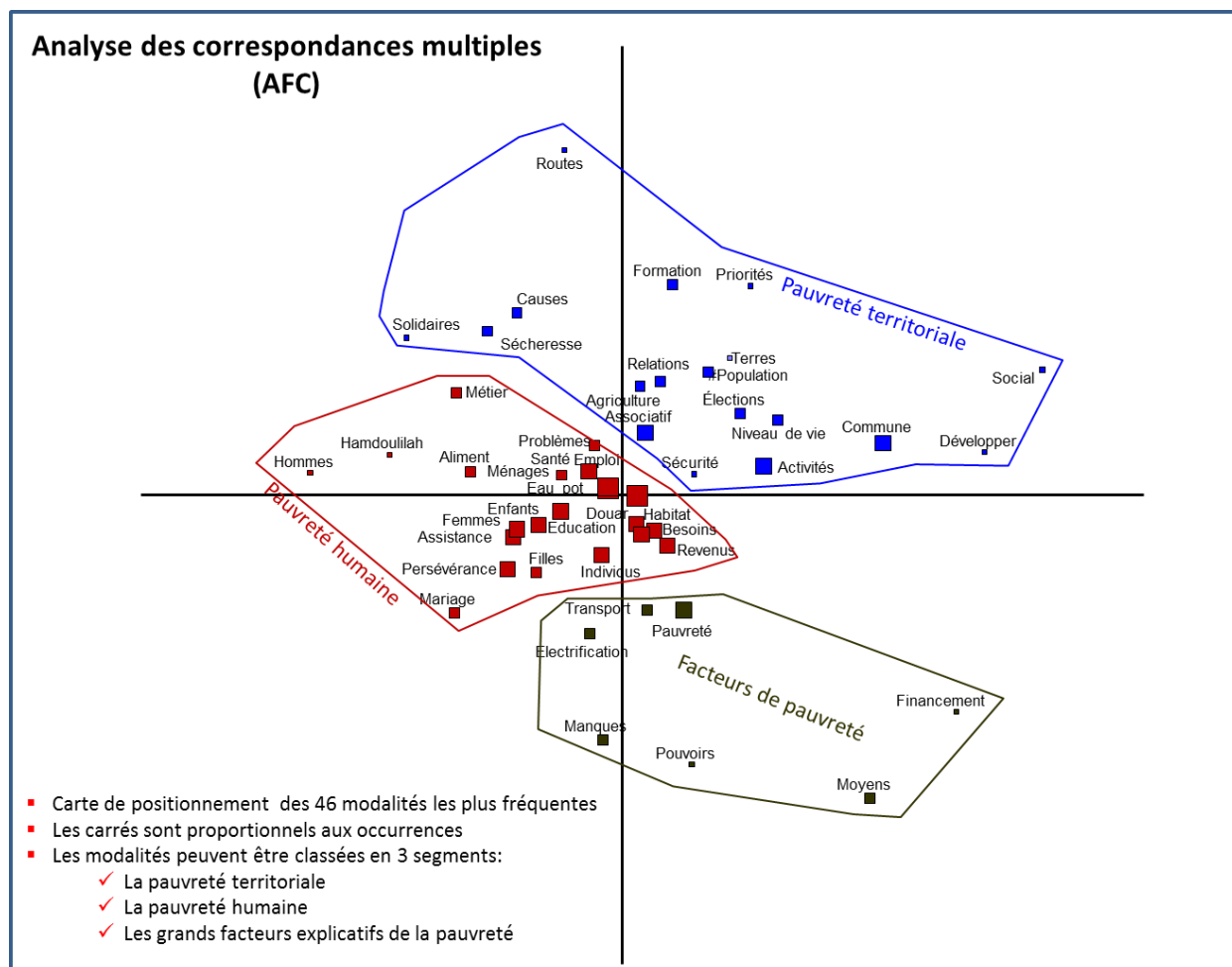
VERBATIM : Sexe = "Masculin" et Age < 25

- Le fait de ne vivre que de l'agriculture exposée à la **sécheresse** et que nous les jeunes nous ne pouvons continuer nos études à cause du manque de moyens de transport et moyens financiers... pour moi c'est ça la pauvreté
- Pour moi la pauvreté c'est l'incapacité de ne pouvoir faire des choses qu'on veut par manque de moyens, car il est difficile de dénicher un **emploi permanent** ou un **revenu stable**.

conditions en tant qu'individus. Ils ont essentiellement pour souci d'accéder à un emploi permanent et à un revenu stable, pour s'assumer pleinement, comme acteur social appelé à de plus grandes responsabilités. La pauvreté, pour eux, se résume dans une scolarisation interrompue prématurément par manque de moyens, les mettant, de facto, au service d'un marché du travail, constitué essentiellement par un secteur agricole, fortement malmené par les aléas de la sécheresse.

6.4 Causes profondes de la pauvreté

L'analyse des données textuelles, par la réalisation d'une analyse factorielle des correspondances (AFC) sur le tableau des occurrences entre les 46 termes les plus cités, conduit à une carte qui permet d'expliquer comment, au cours des phrases, les mots se trouvent associés pour former d'éventuels ensembles thématiques autour de la pauvreté. Cela a permis de distinguer trois grands groupes traitant des facteurs explicatifs principaux de la pauvreté, de la pauvreté territoriale et de la pauvreté humaine.



Les facteurs explicatifs généraux de la pauvreté

Les proximités observées autour de la pauvreté (Graphique⁸ ci-dessus) montrent que la population enquêtée se détermine vis-à-vis de ce phénomène par :

- L'insuffisance des « moyens » en termes de ressources propres mobilisables à des fins de satisfaction des besoins fondamentaux, tant individuels que collectifs de l'ensemble des membres du ménage.
- L'importance des besoins non satisfaits qui traduit des « manques » et des déficits importants, eu égard aux exigences quotidiennes des individus et des ménages, dans divers domaines : alimentaire, soins de santé, transport, fournitures diverses...
- Les difficultés d'accès au « financement » pour mettre en œuvre des projets susceptibles de

⁸ Les carrés y représentent les critères et sont proportionnels aux effectifs observés

valoriser les potentialités les compétences inexploitées, particulièrement chez les femmes cantonnées dans un rôle traditionnel de femmes au foyer.

- iv. La pauvreté est également ressentie par rapport à la défaillance dans le processus participatif et du sentiment d'exclusion des pauvres de tous « pouvoirs » et autres centres de décision, y compris ceux relevant d'institutions de promotion de politiques publiques de lutte contre la pauvreté.
- v. L'insuffisance de la connexion au réseau de « transport » et à celui de « l'électrification » traduit le degré d'enclavement ressenti par une population isolée. Les contacts sont ainsi limités avec le reste du monde tant au niveau du déplacement en termes de distance qu'à celui de l'accès au confort technologique de l'appareillage électrique (télévision et autres appareillage électroménager).

La pauvreté territoriale

Les variables regroupées autour de la pauvreté territoriale concourent toutes à traduire le retard que connaît la localité en matière communales. On y relève notamment le voisinage entre certaines « causes » de la pauvreté et des variables qui auraient un caractère explicatif. À cet égard, la « sécheresse » et la faible mobilisation de « solidarité », le difficile accès à la « terre » (notamment pour les femmes) viennent aggraver cette situation avec un effet particulièrement visible sur le secteur de « l'agriculture ». La situation de ces derniers qui souffrent d'une insuffisance d'encadrement est, par ailleurs, aggravée par la faible organisation du mouvement « associatif » ou coopératif.

Dans un autre registre, cette classe, qui se rapporte aux territoires, traduit les proximités autour du « niveau de vie » qui est directement influencé par l'initiative qui participe au « développement » local. À cet égard la « Commune », au sens de Conseil communal, est clairement interpellée, eu égard à sa mission à favoriser l'émergence d'activités génératrices de revenus (AGR). Les « élections » sont également mises en cause, dans la mesure où elles conduisent à la désignation de conseillers qui n'entretiennent que des contacts limités avec la masse des électeurs, très courtisés au moment des suffrages.

La pauvreté humaine

La pauvreté humaine vient se superposer à la pauvreté territoriale, avec des variables qui expriment les besoins des populations dans leur individualité (« individus »), leurs groupements (« ménages », « douar ») ou encore leurs spécificités (« hommes », « femmes », « filles »).

Au niveau de ce segment, les modalités font ressortir les critères qui sont en lien direct avec la pauvreté telle que ressentie. Il s'agit en premier lieu des revendications inhérentes à l'insuffisance des opportunités d'acquiescer un « métier » et de trouver un « emploi » et partant, au faible niveau de « revenus ». Les besoins exprimés conduisent à révéler comme priorité la nécessité de répondre aux besoins en biens « alimentaires », suivie par la réclamation du droit d'accéder à « l'eau potable », de disposer d'un « habitat » décent, de bénéficier d'une « éducation » sans déperditions et d'être protégé par des soins de « santé » de qualité.

Au sein de cette classe, on note un rapprochement qui exprime l'intérêt porté par les femmes et les jeunes filles à la fois au mariage, aux enfants et à l'éducation de ces derniers. Cela conforte, encore une fois, le rôle codifié dans lequel la société a tendance à confiner la femme, qui par ailleurs en assimile le principe et en accepte les règles. Un rôle qui se détermine dans le cadre de l'institution du « mariage » par une fonction de reproduction et une mission d'éducation des enfants. Dans le même temps, l'homme trouve refuge dans la religion et s'en remet à Dieu (« Al Hamdoulillah ») pour expliquer, voire justifier et accepter ses conditions de vie modeste, qu'il est incapable d'améliorer.

VII. Stratégies et initiatives de lutte contre la pauvreté

7.1 Politiques publiques de lutte contre la pauvreté

Le gouvernement marocain s'appuie sur les orientations royales et notamment le discours du trône du 30 juillet 2011, pour ériger en priorité la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'analphabétisme.

Les moyens envisagés pour ce faire reposent sur la valorisation des ressources humaines, à travers l'amélioration de l'éducation, la formation, la couverture sanitaire et les prestations sociales au profit des populations déshéritées.

Des mesures concrètes sont envisagées dans le cadre de la Loi de finances 2012. Il s'agit de :

- porter un intérêt particulier aux populations démunies, dans la mise en œuvre de la seconde phase de l'INDH⁹, à travers des actions génératrices d'emplois et de revenus, des programmes de désenclavement de zones montagneuses et d'élargissement de la participation des femmes ;
- renforcer les capacités des petits producteurs commerçants de l'économie sociale et solidaire, par l'encouragement de la création et la consolidation des coopératives et l'adéquation du micro crédit ;
- soutenir les filets de sécurité et fortifier les instruments de l'action sociale de proximité, en ce qui concerne le soutien des prix des denrées de base par une compensation d'un meilleur ciblage ainsi que par les programmes à engager par l'Entraide nationale, la Promotion nationale et l'Agence de développement social ;
- mettre en place le « fonds d'appui à la cohésion sociale » destinée aux populations vulnérables, à travers la généralisation du Régime d'assistance médicale (RAMED), l'assistance des personnes en situation de handicap et la lutte contre les déperditions scolaires.

7.2 Stratégies et initiatives individuelles

Globalement, les pauvres arrivent difficilement à formuler une stratégie au sens d'une vision claire et efficiente d'amélioration de leur niveau de vie. Le manque de ressources les pousse, souvent, à abandonner les idées de projets qu'ils seraient disposés à entreprendre. L'inaccessibilité au système de financement classique les aiguillonne vers le micro crédit, dont les conditions (taux d'intérêt notamment) sont dissuasives ou encouragent le surendettement, qui devient à son tour une source de paupérisation.

Dès lors, la recherche d'un emploi pour les chômeurs ou d'une meilleure situation pour les sous employés,

en tant que refuge alternatif, est rarement couronnée de succès, les opportunités offertes localement étant fort limitées. Les perspectives ainsi obstruées encouragent certaines catégories de population pauvre, notamment les plus jeunes d'entre

VERBATIM :

Encadré n° 5

Sexe = « Féminin » et Age < 25

- Pour répondre ou bien mettre fin à la pauvreté nous avons très peu de moyens, il n'y a que peu d'initiatives de création des projets de création d'emplois, que ce soit individuel ou collectif, de la part des uns et des autres et de tous les acteurs concernés.

Sexe = "Masculin" et Age < 25

- La plupart des jeunes de la commune sont obligé d'immigrer pour chercher un emploi ailleurs surtout vers les villes proches... la pauvreté est lié à l'absence des offres d'emplois et à l'exclusion sociale des jeunes. Mis à part les travaux agricoles on n'a pas de qualifications pour promouvoir les potentialités des jeunes de la commune, il n'y a pas grand-chose à faire...

⁹ Initiative nationale de développement humain

elles, vers une immigration à destination de la ville à défaut de l'étranger, au risque d'être obligé d'exercer des activités informelles et éventuellement illicites ou dévalorisantes (mendicité, personnel domestique, prostitution...).

Le reste de la population se met dans l'attente de bénéficier d'un filet de protection ou d'entraide sociale. Une partie non négligeable toutefois de ces populations (les femmes notamment) et en quête d'initiatives d'encadrement pour un regroupement associatif ou un renforcement de capacités et de savoir-faire, pour espérer entreprendre une quelconque activité rémunératrice au sein même de la commune.

En attendant, nombreuses sont les suggestions que les individus, en état de pauvreté, espèrent faire « entendre » aux décideurs, qu'il s'agisse d'une mise à niveau territoriale de la Commune qui aura pour effet d'améliorer la rentabilité des AGR à développer, ou plus vaguement de la promotion de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption et de la répartition plus équitable des richesses...

7.3 Eléments pour des axes stratégiques d'intervention par site

7.3.1 Commune de Dar Bouazza

Observations phares	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> • Les femmes revendiquent la valorisation de leurs capacités. Cela demande un encadrement et des débouchés à travers (ESS et autres canaux). • L'insalubrité de l'habitat est le phénomène dont souffre une grande partie de la population. • L'inadéquation des formations reçues avec les besoins et la spécificité de la zone qui transforme sa vocation maritime (Tamaress) et agricole en une vocation d'économie résidentielle et touristique. • Une forte volonté affichée des femmes pour une insertion dans le circuit économique (sortir du statut de femmes inactives) pour un besoin d'autonomie et une nécessité de soutenir économiquement leurs maris. • Les hommes « chefs de ménages », qui vivaient en situation de vulnérabilité économique, sont rattrapés par la pauvreté, sous l'effet de la détérioration de leurs activités traditionnelles liées à la pêche et à l'agriculture. • Un centre socioculturel est installé à Ain Guedid mais n'accueille pas suffisamment de jeunes (garçons et filles) pour des raisons de manque d'activités et du déficit en encadrants qualifiés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir les coopératives féminines • Encourager les formations professionnelles dans le domaine du tourisme pour accompagner les projets touristiques structurants, en cours de réalisation ou programmés, dans la perspective d'une meilleure intégration des jeunes dans un marché du travail local en devenir. • Instauration d'une politique d'habitat social pour l'amélioration de la qualité de logement de la population, dans une anticipation de l'urbanisation rampante de la métropole avoisinante et la perspective d'une meilleure intégration des agglomérations rurales dans le tissu urbain. • Effort de réhabilitation des établissements scolaires, dans une démarche participative, pour tenir compte des contraintes qui attisent l'abandon scolaire. Cet élan doit être soutenu par des mesures de reconversion pour préparer les jeunes aux nouveaux métiers en devenir, dans les services et le tourisme notamment. • Appuyer la création d'ONGs locales pour assurer l'animation et l'encadrement d'activités au profit des jeunes, notamment au niveau du Centre de Ain Guedid.

7.3.2 Commune d'Aghouatim

Observations phares	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> • Sentiment de marginalisation (particulièrement des femmes et des jeunes) et d'exclusion de la population des bénéficiaires de l'activité économique et des services d'infrastructure de base (centres de santé, école...). • Déshérence de nombreux jeunes, victimes de l'abandon scolaire précoce et qui se sentent perdus devant des perspectives d'avenir fermées et des chances limitées de retrouver un travail décent. • Volonté clairement affichée des femmes pour s'insérer dans le circuit économique pour améliorer les conditions de vie de leurs ménages. Les femmes des douars enclavés (Ouraken et Igli) sont dans une forte dépendance économique (et de fait sociale et de statut personnel) à l'égard de leurs maris. • Appel à la modernisation des techniques agricoles à l'exemple de la cueillette et le ramassage de l'olivier dans certains douars, selon des techniques archaïques, qui n'autorisent pas le respect des normes de qualité. Des techniques modernes ont été introduites dans le cadre de l'INDH, mais restent peu utilisées par manque d'encadrement. • Des salles multidisciplinaires pour les femmes sont mises en place et équipées à douar Ouraken mais qui restent non fonctionnelles par manque de moyens de fonctionnement et l'absence de formatrices. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les activités génératrices de revenus et d'emplois, en tant que condition première pour l'intégration des jeunes et d'émancipation des femmes par l'économique. • Mettre en place des formations professionnelles, en rapport avec les potentialités locales (agriculture, tourisme et artisanat) adossées à des incubateurs pour servir de starter aux activités pour les jeunes. • Renforcer l'équipement communal des douars et relever la qualité des services offerts aux populations. • Qualification de la population rurale par des actions d'alphabétisation, de sensibilisation, d'intégration de la femme rurale et d'encouragement à la scolarisation. • Améliorer la sensibilisation et les soins de santé de base, par le renforcement de la médecine ambulatoire et l'organisation de caravanes médicales au profit des douars n'ayant pas d'accès faciles aux services la santé publique. • Renforcement du parc des ambulances au niveau des douars, en les dotant des moyens de fonctionnement. • Organisation de campagne de sensibilisation sur l'amélioration de la production et la commercialisation des produits du terroir, notamment pour l'olivier et l'argan et assurer l'encadrement des activités féminines.

7.3.3 Commune d'Ain Sfa

Observations phares	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> • Grande sensibilité du représentant de l'autorité locale (Caïd) et du Président élu pour des montages de partenariats de développement local au profit de la commune. • Incompatibilité des projets et emplacement des équipements avec les us et coutumes locales, comme c'est le cas du Club des femmes au centre d'Ain Sfa. • Grand potentiel touristique inexploité de la zone. Aucune mise en valeur n'est envisagée par les responsables locaux et encore moins par la population. • La commune rurale développe très peu ou pas des partenariats avec des ONG ou avec des collectivités locales étrangères, elle se contente de dépenser la subvention de l'Etat qui reste dérisoire ne couvrant, essentiellement, que le fonctionnement, sans grandes possibilités pour l'investissement. • La commune souffre d'une absence totale d'unité industrielle génératrice de revenus et d'emploi. L'activité économique principale de la population relève du secteur primaire et dépend donc fortement de la pluviométrie, elle-même tributaire des aléas climatiques. • La couverture médicale est jugée non conforme aux attentes de la population (1 médecin qui n'assure qu'une présence de 2 fois par semaine), sans aucune permanence et la maison d'accouchement est fermée pour des raisons que la population ignore). • Le réseau d'électrification est principalement localisé au centre de la commune et ne couvre pas la totalité des douars. 	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager les AGR pour créer les conditions d'intégration des jeunes et d'émancipation des femmes par l'économique. • Mettre à profit l'ouverture du représentant de l'autorité locale, spécialisé dans le développement local, pour prospecter et réaliser des montages de partenariat qui se fondent sur l'approche participative dans l'identification et la mise en œuvre des projets pour pallier les éventuels rejets de la part de la population. • Développer le secteur associatif dans les douars pour améliorer les services de proximité de base. • Mettre à profit l'obligation, pour le Conseil communal, de préparer le Plan Communal de développement (PCD), pour mettre en place des mesures d'accompagnement et d'initiation à la prospection de ressources de financement, notamment dans le cadre de coopérations décentralisées. • L'activité de tourisme de montagne dans la commune pourrait constituer une source importante d'emploi pour les jeunes des douars, au vu du potentiel important mobilisable et la proximité de la grande station balnéaire de Saïdia. • La construction d'un collège avec une structure d'hébergement au siège de la commune pourrait constituer une solution pour retarder, voire limiter sérieusement l'hémorragie des abandons scolaires.

VIII. Conclusion

La pauvreté est un phénomène complexe, difficile à appréhender, au vu de son caractère multidimensionnel et des différentes facettes sous lesquelles elle peut se présenter. C'est pourquoi une approche qualitative qui permet d'approfondir la connaissance de ses dimensions multiples est déterminante pour mieux éclairer la réalité des pauvres et mieux identifier leur besoin afin d'affiner le ciblage des politiques que l'on peut envisager de mettre en œuvre, pour en réduire l'ampleur. Cette approche s'inscrit dans l'optique de compléter les évaluations à caractère monétaire, par une meilleure connaissance des réalités quotidiennes telles que vécues et exprimées par les pauvres eux-mêmes.

La principale conclusion que l'on ne saurait ignorer dans cette approche se résume dans le fait que les pauvres, qui sont les mieux placés pour connaître leurs propres conditions, demandent à être partie prenante dans l'identification, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques qui leurs sont destinées pour lutter contre ce fléau. Cette volonté de vouloir jouer un rôle, en tant que partenaires actifs, trouve sa légitimité dans les résultats mitigés ou tout au moins non optimisés des différents programmes et mesures publics, jusqu'à lors engagés. En effet, l'adoption d'une démarche participative à cet égard, sera certes entachée de subjectivité réflexive mais assurera, sans nul doute, une meilleure construction de la connaissance de la pauvreté et partant, offrira de meilleures orientations pour rechercher l'efficacité, l'efficacité et le ciblage adéquat des stratégies et des projets visant la réduction du phénomène de pauvreté.

Dans ce cadre, la perception des causes de la pauvreté par les populations concernées a permis de faire transparaître :

- au niveau individuel, à travers la mise en avant de l'inexistence ou de l'insuffisance de revenus réguliers, de ressources matérielles, de moyens financiers et de qualification à même de permettre l'entreprise d'initiatives génératrices de revenus ;
- au niveau collectif, par le sentiment de marginalisation et d'exclusion inspiré des insuffisances, voire de l'absence de programmes et d'infrastructures autorisant l'accès à des revenus et à des services sociaux (éducation, santé, où, électrification, routes).

Diverses raisons sont avancées pour éclairer les soubassements de cette situation. Elles varient de l'exercice d'une activité économique inappropriée au déficit de solidarité, en passant par l'inadéquation des services et équipements de base, sans oublier les événements d'ordre conjoncturel touchant l'individu par l'altération de sa situation sociale (accident, maladie, divorce...) ou la collectivité dans son ensemble (sécheresse, insécurité, corruption...).

Ce genre d'environnement, conforté par des difficultés d'accès au financement, par un déficit en appui institutionnel ou encore par des difficultés de commercialisation, impacte négativement et durablement la rentabilité des projets et retarde d'autant les progrès en matière de développement local et de recul de la pauvreté.

C'est ainsi que si la démarche qualitative entreprise dans le cadre de cette étude corrobore les insuffisances de ressources qui sont mises en évidence à travers les différents indicateurs de l'approche monétaire (seuils, intensité, volumétrie...), elle ambitionne, par ailleurs, à offrir un éclairage qui permet de mieux comprendre, au-delà de l'impécuniosité, l'embarras qui renforce, au quotidien, chez les concernées le sentiment de laisser pour compte, d'indignations et de disqualification...

Bibliographie

- Gondard-Delcroix Claire, Les analyses qualitatives de la pauvreté : continuité ou rupture ? Université Montesquieu, Bordeaux, Document de travail N° 81
- Taamouti Mohamed, Développement humain, entre réalités et perceptions de la population, Direction de la Statistique, Rabat, 2010
- Banque mondiale, Se soustraire à la pauvreté au Maroc, 2007
- Douidich M., Ezzrari A., Dynamique de la pauvreté au Maroc : 1985-2007, Cahiers du plan N° 26, Rabat, 2009
- Ezzrari Abdeljaouad, Pauvreté et inégalités des conditions de vie au Maroc entre 2001 et 2007 : Une approche multidimensionnelle, Rabat,
- Haut-Commissariat au Plan, Carte de la pauvreté 2007, Direction de la Statistique Rabat, 2010
- Haut-Commissariat au Plan, Evolution des niveaux de vie, des inégalités et de la pauvreté au Maroc, Direction de la Statistique, Rabat, 2009
- Haut-Commissariat au Plan, Pauvreté, développement humain et développement social au Maroc, Données cartographiques et statistiques, Direction de la Statistique, Rabat, 2004
- Haut-Commissariat au Plan, Carte de la pauvreté communale, Direction de la Statistique, Rabat, 2005
- Institut National de la Statistique et de la Démographie, Evaluation participative de la pauvreté, Processus systématique de consultation, Burkina Faso, 2003
- Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, Femmes et pauvreté en Afrique du Nord, Centre de développement sous régional pour l'Afrique du Nord, 2002
- PNUD, Mesure de la pauvreté selon la méthode de degré de satisfaction des besoins essentiels (DSBE), Niger, 2007
- Rapport du Cinquantenaire du Maroc, Pauvreté et facteurs d'exclusion sociale, 2005
- Sebti M. & Festy P., Extrême pauvreté, solidarités et condition féminine au Maroc, Des entretiens dans la région de Marrakech en 2004-2006, Louvain-la-Neuve, Belgique, 2007
- Bara Guéye, Emergence et développement de la Méthode Active de Recherche et de Planification Participatives au Sahel : acquis, contraintes et nouveaux défis », IIED, 1999
- PNUD/MEF, Enquête perception de la pauvreté au Sénégal, 2001

ANNEXES

Annexe 1 : Résultats lexicaux de l'enquête qualitative

Tableau lexical croisé par sexe

MOTS / CAT	TOTAL	Féminin	Masculin	MOTS / CAT	TOTAL	Féminin	Masculin
Emploi	257	148	109	sécurité	23	12	11
Santé	215	147	68	social	23	6	17
Eau Potable	206	122	84	demandes	22	12	10
Education	179	106	73	développer	22	11	11
Habitat	129	76	53	juste	22	16	6
Assistance	120	82	38	marchés	22	8	14
Associatif	100	55	45	payer	22	14	8
Commune	100	38	62	professions	22	6	16
Activités	95	38	57	père	21	15	6
Revenus	95	42	53	peuvent	21	17	4
Accès Services	96	62	34	priorités	21	14	7
formation	49	29	20	arrêts	20	6	14
dépendances	45	21	24	pluie	20	15	5
choses	41	32	9	achats	19	15	4
manques	36	25	11	arrivants	19	14	5
moyens	36	18	18	ville	19	9	10
population	36	8	28	commerce	18	8	10
grandir	34	19	15	conception	18	9	9
trouver	34	26	8	financement	18	9	9
électricité	33	25	8	prochaines	18	11	7
élections	33	16	17	souhaite	18	15	3
causes	30	14	16	âge	17	9	8
situation	30	18	12	bonne	17	10	7
relations	29	19	10	économie	17	7	10
savoir	29	23	6	obligation	17	10	7
hamdoulilah	28	17	11	producteurs	17	5	12
sécheresse	28	14	14	solidaires	17	10	7
terres	28	8	20	tourisme	17	2	15
hommes	26	22	4	projet	16	4	12
maternité	26	16	10	région	16	5	11
pouvoirs	26	14	12	assurance	15	5	10
métier	25	21	4	hammam	15	14	1
création	24	15	9	importance	15	9	6
générer	24	15	9	locaux	15	7	8
routes	24	14	10	nécessaire	15	11	4

Tableau lexical croisé par état matrimonial

MOTS / CAT	TOTAL	Célibat	Marié	Autres	MOTS / CAT	TOTAL	Célibat	Marié	Autres
Emploi	257	105	142	10	sécurité	23	9	9	5
Santé	215	102	108	5	social	23	6	15	2
Eau Potable	206	95	102	9	demandes	22	11	11	0
Education	179	84	89	6	développer	22	8	12	2
Habitat	129	52	72	5	juste	22	10	10	2
Assistance	120	40	74	6	marchés	22	5	17	0
Associatif	100	39	60	1	payer	22	11	11	0
Commune	100	38	54	8	professions	22	14	8	0
Activités	95	30	61	4	père	21	12	9	0
Revenus	95	34	58	3	peuvent	21	8	13	0
Accès Services	96	26	64	6	priorités	21	10	10	1
formation	49	28	18	3	arrêts	20	7	13	0
dépendances	45	13	30	2	pluie	20	5	15	0
choses	41	15	24	2	achats	19	3	13	3
manques	36	13	22	1	arrivants	19	7	10	2
moyens	36	17	19	0	ville	19	7	12	0
population	36	6	30	0	commerce	18	5	10	3
grandir	34	9	18	7	conception	18	5	13	0
trouver	34	12	22	0	financement	18	9	8	1
électricité	33	8	24	1	prochaines	18	3	15	0
élections	33	11	20	2	souhaite	18	10	7	1
causes	30	10	20	0	âge	17	9	8	0
situation	30	11	18	1	bonne	17	6	10	1
relations	29	11	17	1	économie	17	8	9	0
savoir	29	14	15	0	obligation	17	8	9	0
hamdoulilah	28	8	18	2	producteurs	17	5	12	0
sécheresse	28	6	20	2	solidaires	17	2	12	3
terres	28	7	21	0	tourisme	17	5	12	0
hommes	26	9	17	0	projet	16	3	11	2
maternité	26	16	10	0	région	16	4	11	1
pouvoirs	26	13	13	0	assurance	15	6	9	0
métier	25	13	11	1	hammam	15	10	4	1
création	24	7	17	0	importance	15	8	7	0
générer	24	7	15	2	locaux	15	7	8	0
routes	24	12	11	1	nécessaire	15	8	7	0

Tableau lexical croisé par niveau d'instruction

MOTS / CAT	TOT	Aucu	Prim	Secon	Supér
Emploi	257	115	54	82	6
Santé	215	106	55	49	5
Eau Potable	206	87	43	70	6
Education	179	72	49	51	7
Habitat	129	64	20	36	9
Assistance	120	56	23	38	3
Associatif	100	48	23	22	7
Commune	100	41	15	41	3
Activités	95	35	20	36	4
Revenus	95	42	22	27	4
Accès Servic	96	60	20	16	0
formation	49	17	13	19	0
dépendance	45	20	14	9	2
choses	41	23	7	11	0
manques	36	21	3	11	1
moyens	36	16	11	7	2
population	36	14	5	14	3
grandir	34	17	6	9	2
trouver	34	21	6	7	0
électricité	33	20	8	5	0
élections	33	17	3	11	2
causes	30	15	8	7	0
situation	30	19	2	9	0
relations	29	15	4	4	6
savoir	29	14	4	9	2
hamdoulilah	28	15	6	7	0
sécheresse	28	13	8	7	0
terres	28	8	5	9	6
hommes	26	13	9	2	2
maternité	26	10	8	8	0
pouvoirs	26	7	9	8	2
métier	25	14	6	4	1
création	24	14	4	6	0
générer	24	11	7	5	1
routes	24	9	10	5	0

MOTS / CAT	TOT	Aucu	Prim	Secon	Supér
sécurité	23	13	4	6	0
social	23	12	1	10	0
demandes	22	10	4	8	0
développer	22	7	4	9	2
juste	22	9	5	8	0
marchés	22	7	7	7	1
payer	22	9	6	6	1
professions	22	6	4	12	0
père	21	6	6	8	1
peuvent	21	10	6	4	1
priorités	21	13	4	3	1
arrêts	20	10	5	5	0
pluie	20	13	6	1	0
achats	19	13	4	2	0
arrivants	19	9	2	8	0
ville	19	8	2	8	1
commerce	18	6	1	11	0
conception	18	7	3	6	2
financem	18	4	3	8	3
prochaines	18	11	3	4	0
souhaite	18	7	4	6	1
âge	17	6	6	5	0
bonne	17	8	6	2	1
économie	17	6	2	9	0
obligation	17	8	6	3	0
producteurs	17	6	4	6	1
solidaires	17	13	1	3	0
tourisme	17	3	2	11	1
projet	16	5	5	6	0
région	16	3	1	9	3
assurance	15	3	7	4	1
hammam	15	8	2	4	1
importance	15	8	3	4	0
locaux	15	4	4	7	0
nécessaire	15	7	6	2	0

Tableau lexical croisé par type d'activité

MOTS / CAT	TOTAL	Actif occupé	Chômeur	Inactif	MOTS / CAT	TOTAL	Actif occupé	Chômeur	Inactif
Emploi	257	113	3	141	sécurité	23	8	5	10
Santé	215	99	5	111	social	23	16	3	4
Eau Potable	206	84	11	111	demandes	22	12	2	8
Education	179	67	5	107	développer	22	14	3	5
Habitat	129	68	4	57	juste	22	7	0	15
Assistance	120	57	2	61	marchés	22	17	0	5
Associatif	100	55	6	39	payer	22	12	1	9
Commune	100	54	8	38	professions	22	15	1	6
Activités	95	66	0	29	père	21	7	0	14
Revenus	95	61	1	33	peuvent	21	8	0	13
Accès Service	96	40	10	46	priorités	21	11	2	8
formation	49	19	2	28	arrêts	20	5	0	15
dépendances	45	31	1	13	pluie	20	6	0	14
choses	41	9	1	31	achats	19	8	0	11
manques	36	8	0	28	arrivants	19	5	3	11
moyens	36	14	2	20	ville	19	10	1	8
population	36	29	0	7	commerce	18	12	0	6
grandir	34	17	0	17	conception	18	14	0	4
trouver	34	11	1	22	financement	18	10	0	8
électricité	33	13	1	19	prochaines	18	8	0	10
élections	33	16	1	16	souhaite	18	6	0	12
causes	30	15	0	15	âge	17	9	0	8
situation	30	13	1	16	bonne	17	8	0	9
relations	29	18	0	11	économie	17	12	1	4
savoir	29	9	0	20	obligation	17	6	0	11
hamdoulilah	28	10	0	18	producteurs	17	14	0	3
sécheresse	28	14	0	14	solidaires	17	11	0	6
terres	28	19	0	9	tourisme	17	13	0	4
hommes	26	9	0	17	projet	16	10	0	6
maternité	26	8	0	18	région	16	14	1	1
pouvoirs	26	12	0	14	assurance	15	10	1	4
métier	25	5	0	20	hammam	15	4	1	10
création	24	10	0	14	importance	15	7	0	8
générer	24	14	0	10	locaux	15	7	0	8
routes	24	7	1	16	nécessaire	15	7	1	7

MOTS / CAT	TOT	Propriétaire	Logé / les Paren	Locataire	Logé Grat	Autre
Emploi	257	185	30	12	10	20
Santé	215	144	41	10	8	12
Eau Potab	206	131	38	12	9	16
Educatio	179	105	46	12	3	13
Habitat	129	75	18	16	5	15
Assistan	120	82	12	12	7	7
Associati	100	57	20	11	2	10
Commun	100	62	4	9	3	22
Activités	95	58	10	7	3	17
Revenus	95	68	9	3	2	13
Accès Serv	96	58	4	14	6	14
formation	49	26	17	1	1	4
dépendan	45	32	5	3	1	4
choses	41	33	1	0	6	1
manques	36	25	3	3	3	2
moyens	36	22	3	5	1	5
populatio	36	16	0	5	1	14
grandir	34	29	1	0	0	4
trouver	34	31	1	1	0	1
électricité	33	24	2	5	0	2
élections	33	19	4	3	1	6
causes	30	21	5	0	0	4
situation	30	21	2	4	0	3
relations	29	15	3	6	0	5
savoir	29	20	3	2	3	1
hamdolah	28	22	1	0	4	1
sécheress	28	26	2	0	0	0
terres	28	20	0	5	0	3
hommes	26	18	5	2	0	1
maternité	26	18	7	0	0	1
pouvoirs	26	14	2	5	3	2
métier	25	19	4	1	1	0
création	24	16	2	6	0	0
générer	24	20	2	2	0	0
routes	24	10	10	0	0	4

MOTS / CAT	TOT	Propriétaire	Logé / les Paren	Locataire	Logé Grat	Autre
sécurité	23	11	6	1	0	5
social	23	13	2	1	0	7
demande	22	11	6	4	0	1
développ	22	17	1	1	1	2
juste	22	18	2	0	2	0
marchés	22	14	2	1	3	2
payer	22	13	5	3	0	1
professio	22	11	10	1	0	0
père	21	17	1	1	2	0
peuvent	21	14	4	2	1	0
priorités	21	14	3	2	0	2
arrêts	20	14	2	0	1	3
pluie	20	16	4	0	0	0
achats	19	17	1	1	0	0
arrivants	19	6	3	4	3	3
ville	19	12	3	1	0	3
commerc	18	14	1	1	1	1
concepti	18	11	0	5	0	2
financem	18	14	1	2	1	0
prochain	18	18	0	0	0	0
souhaite	18	7	5	3	3	0
âge	17	13	4	0	0	0
bonne	17	14	2	1	0	0
économi	17	13	0	2	1	1
obligatio	17	12	1	1	2	1
producte	17	11	1	1	1	3
solidaires	17	15	0	1	0	1
tourisme	17	10	0	0	2	5
projet	16	10	1	0	0	5
région	16	12	0	2	0	2
assuranc	15	10	1	2	0	2
hammam	15	8	4	1	1	1
importan	15	9	3	0	1	2
locaux	15	7	2	3	1	2
nécessair	15	10	4	1	0	0

Tableau lexical croisé par zone d'enquête

MOTS / CAT	Casablanca	Al Haouz	Oujda	Total	MOTS / CAT	Casablanca	Al Haouz	Oujda	Total
emploi	62	87	108	257	terres	15	4	9	28
santé	59	79	77	215	hommes	4	13	9	26
Eau_pot	52	70	84	206	maternité	0	7	19	26
Education	52	68	59	179	pouvoirs	11	7	8	26
besoins	52	41	41	134	métier	5	14	6	25
habitat	54	36	39	129	création	8	5	11	24
douar	9	71	48	128	générer	6	7	11	24
assistance	26	41	53	120	routes	1	10	13	24
ménages	31	37	52	120	sécurité	8	5	10	23
enfants	33	46	31	110	social	11	5	7	23
individus	27	33	46	106	demandes	13	6	3	22
associatif	43	34	23	100	développer	8	6	8	22
commune	36	13	51	100	juste	1	10	11	22
femmes	11	45	42	98	marchés	8	5	9	22
activités	44	25	26	95	payer	11	5	6	22
revenus	37	20	38	95	professions	14	3	5	22
mariage	6	46	39	91	père	2	4	15	21
pauvreté	27	34	24	85	peuvent	4	9	8	21
niv	32	25	21	78	priorités	12	8	1	21
problèmes	23	27	28	78	arrêts	5	8	7	20
vie	32	25	21	78	pluie	0	11	9	20
persévérer	10	43	19	72	achats	5	7	7	19
filles	11	27	32	70	arrivants	10	3	6	19
électricité	23	21	22	66	ville	6	7	6	19
aliment	8	35	20	63	commerce	2	10	6	18
agriculture	11	17	29	57	conception	11	2	5	18
transport	19	15	19	53	financement	6	5	7	18
gens	23	11	18	52	prochaines	2	7	9	18
formation	20	22	7	49	souhaite	9	2	7	18
accès	20	16	12	48	âge	1	9	7	17
serv	20	16	12	48	bonne	3	5	9	17
dépendances	16	10	19	45	économie	5	3	9	17
choses	5	19	17	41	obligation	3	7	7	17
manques	9	22	5	36	producteurs	6	5	6	17
moyens	15	14	7	36	solidaires	3	7	7	17
population	27	1	8	36	tourisme	5	3	9	17
grandir	8	14	12	34	projet	5	4	7	16
trouver	2	14	18	34	région	12	1	3	16
causes	8	14	8	30	assurance	5	2	8	15
situation	12	12	6	30	hammam	7	1	7	15
relations	12	10	7	29	importance	4	7	4	15
savoir	4	12	13	29	locaux	8	2	5	15
hamdouillah	3	7	18	28	nécessaire	6	2	7	15
sécheresse	0	18	10	28	quitter	5	3	7	15

Annexe 2 : Guides d'entretien

Analyse des causes profondes de la pauvreté au Maroc : Focus Group

Fev-Avr 2012 - CARE INTERNATIONAL MAROC

Réalisation: REMESS (IPD-NA)

Entête

Localisation géographique

1. Province	<input type="radio"/> 1. Casablanca <input type="radio"/> 2. Oujda-Angad <input type="radio"/> 3. AlHaouz	3. Nom de l'enquêteur ...	<input type="text"/>
2. Commune	<input type="text"/>	4. Date de remplissage questionnaire	<input type="text"/>

Caractéristiques sociodémographique de l'enquêté (A remplir pour Chaque participant au groupe)

5. Prénom (+ Nom ou N°, si risque de confusion) ..	<input type="text"/>	11. Type d'activité	<input type="radio"/> 1. Actif Occupé <input type="radio"/> 2. Chômeur <input type="radio"/> 3. Inactif
6. Situation dans le ménage	<input type="radio"/> 1. Chef du ménage <input type="radio"/> 2. Conjoint du Chef du ménage <input type="radio"/> 3. Autres	12. secteur d'activité ...	<input type="radio"/> 1. Agriculture, Forêt, Pêche <input type="radio"/> 2. Industrie <input type="radio"/> 3. Artisanat <input type="radio"/> 4. BTP <input type="radio"/> 5. Services <input type="radio"/> 6. Activités mal désignées <input type="radio"/> 7. Chômeurs en quête d'un 1er emploi
7. Sexe	<input type="radio"/> 1. Masculin <input type="radio"/> 2. Féminin	13. Statut d'occupation du logement	<input type="radio"/> 1. Propriétaire <input type="radio"/> 2. Locataire <input type="radio"/> 3. logé gratuitement <input type="radio"/> 4. Autres
8. Age	<input type="text"/>		
9. Etat matrimonial	<input type="radio"/> 1. Cél <input type="radio"/> 2. Mar <input type="radio"/> 3. Div <input type="radio"/> 4. Veuf		
10. Niveau des études ...	<input type="radio"/> 1. Aucun <input type="radio"/> 2. Préscolaire <input type="radio"/> 3. Primaire <input type="radio"/> 4. Secondaire <input type="radio"/> 5. Supérieur		

Thème 1: Essayer de recueillir les conditions de vie dans la localité

14. Cerner les caractéristiques essentielles de la vie dans la localité: activités principales donnant lieu à des emplois et à des revenus pour la population,	<input type="text"/>	16. tenter de dégager les sous-basements qui sont à la base des situations décrites	<input type="text"/>
15. Orienter la discussion vers les comparatifs que l'on pourrait faire vis à vis de la ville, avec d'autres localités ou entre groupes sociaux, entre sexes, entre générations.....	<input type="text"/>		

Thème2: S'intéresser aux types de pauvreté et aux expressions qualificatives du niveau de vie

17. Comment définit-on localement le bien-être, le mal être et la qualité de la vie ?		19. Quels sens donne-t-on aux termes de pauvreté et aux expressions similaires de vulnérabilité, exclusion, fragilité... ..	
18. Comment les pauvres perçoivent-ils la notion de sécurité, de risque, de vulnérabilité, d'opportunités, d'exclusion sociale, de crime et de conflits. Comment évoluent ces notions dans le temps ?		20. Chercher à savoir s'il y a une typologie consciente de la pauvreté	

Thème3: Comment explique-t-on la pauvreté?

21. Chercher à recueillir les explications qui conduisent à se déclarer comme pauvre.	
22. Quelle appréciation fait-on de la disponibilité des services socioéconomiques et des équipements communaux?	

Thème4: Conséquences de la pauvreté

23. Conséquences de la pauvreté sur: Territoire, Hommes, Femmes, Garçons, Filles... ..	
--	--

Thème5: Perception de l'intervention institutionnelle au profit de la population et du territoire communal

24. Exploration pour identifier les organisations et organismes qui interviennent dans la localité		26. Quelle rôles (s'ils existent)joue la population dans la mise en oeuvre de ces institutions?	
25. Quelle perception la population a-t-elle des missions de ces organismes et organisations			

Thème6: Chercher à déceler l'existence de stratégies (individuelles ou collectives)pour lutter contre la pauvreté

27. Quelles sont les expressions des aptitudes, des orientations et des volontés des polpulations pour Les changements		28. Quelles sont les potentialités (humaines, matérielles, et naturelles...) valoris ables?	
--	--	---	--

Thème 7: Recueillir toutes les observations qui ont marqué le déroulement

29. (Laisser libre cours au groupe pour s'exprimer ou évoquer des idées qui n'auraient pas été abordées dans le débat)	
--	--

Analyse des causes profondes de la pauvreté au Maroc : Récit de vie

Fev-Avr 2012 - Care International Maroc

Réalisation: REMESS (IPD-NA)

Entête

Localisation géographique

1. Province

1. Casablanca 2. Oujda-Angad 3. AlHaouz

2. Commune

3. Nom de l'enquêteur

4. Date de remplissage questionnaire

Caractéristiques sociodémographique de l'enquêté

5. Prénom (+ Nom ou N°, si risque de confusion)

6. Situation dans le ménage

1. Chef du ménage 2. Conjoint du Chef du ménage
 3. Autres

7. Sexe

1. Masculin 2. Féminin

8. Age

9. Etat matrimonial

1. Cél 2. Mar 3. Div 4. Veuf

10. Niveau des études

1. Aucun 2. Préscolaire 3. Primaire
 4. Secondaire 5. Supérieur

11. Type d'activité

1. Actif Occupé 2. Chômeur 3. Inactif

12. secteur d'activité

1. Agriculture, Forêt, Pêche
 2. Industrie
 3. Artisanat
 4. BTP
 5. Services
 6. Activités mal désignées
 7. Chômeurs en quête d'un 1er emploi

13. Statut d'occupation du logement

1. Propriétaire 2. Locataire 3. logé gratuitement
 4. Autres

14. Nombre de personnes constituant le ménage

Thème1:Revue biographique de l'interviewé(e)

(cf les 5 plaies)

15. Demander un récit sur le parcours de vie depuis la naissance et les conditions qui ont conduit l'intéressé à vivre dans cette localité.

16. Nature des principales souffrances endurées au cours de ce périple (Maladie, Ignorance, Indifférence, Dépendance, Malhonnêteté)

Thème2: Causes de la pauvreté (Cf. les cinq plaies)

17. Demander à décrire les tâches quotidiennes d'une journée type

19. Description des obligations de l'intéressé, la nature et le coût des dépenses correspondant à ses engagements

18. Description de l'activité économique de l'intéressé (occupation, revenus, améliorations souhaitées...)

20. Les difficultés majeures qui entravent l'amélioration du niveau de vie du ménage ou de la famille

21. Les besoins individuels et collectifs en équipements communaux et services de base pour lesquels l'interviewé ressent un déficit pénalisant

22. Prospector pour identifier les craintes et les peurs que l'individu appréhende pour l'avenir immédiat et à plus long terme

23. Questions genre (degré de contrôle de la femme de son destin, planification familiale, maternité, suivi médical, famille nombreuse, prise de décision,...)

Thème3: Stratégies contre la pauvreté

24. Aspects économiques de la stratégie: Initiatives d'AGR, Recherches de financement, Recherche d'emploi, Emigration des jeunes, Augmentation du temps de travail, Activités illicites

25. Caractère sociale de la stratégie: Regroupement en association, Filets de protection ou d'entraide sociale, Solidarité, Mendicité, Refuge dans la foi ...

26. Dimension technique de la stratégie: Renforcement des capacités, savoir-faire, Diversification des activités, Changement d'activité, Augmentation du temps de travail...

Thème4: Priorités et perspectives

27. Priorités économiques: Créer des emplois, soutenir les AGR, Créer des dispositifs de financement, Désenclaver la zone, Promouvoir les échanges commerciaux, Réduire les taxes, Assurer l'approvisionnement des marchés, Assurer la sécurité des biens, Lutter c

28. Priorités sociales: Améliorer l'accès aux services sociaux de base, Promouvoir la Solidarité, Aides et protections sociales, Assurer la sécurité des personnes, Créer des lieux de sports et loisirs, Promouvoir la condition des femmes, Promouvoir la just

29. Priorités Politiques: Promouvoir la bonne gouvernance, Assurer une répartition équitable des richesses nationales, Droit de l'homme, Fournir l'information, Lutter contre la corruption, Cibler les aides de l'Etat ...

Analyse des causes profondes de la pauvreté au Maroc : Personne-Ressource

Fev-Avr 2012 - Care International Maroc

Réalisation: REMESS (IPD-NA)

Entête

Localisation géographique et identification de l'enquêté

1. Province

1. Casablanca 2. Oujda-Angad 3. AlHaouz

2. Commune

3. Nom de l'enquêteur

4. Date de remplissage questionnaire

Caractéristiques sociodémographique de la personne ressource

5. Nom et Prénom

6. Sexe

1. Masculin 2. Féminin

7. Fonction assurée par l'enquêté

8. Nombre d'années d'ancienneté dans la localité

9. Désignation de l'établissement

10. Secteur d'activité de l'établissement

11. Périmètre d'intervention de l'établissement

1. Local 2. Provincial 3. Régional 4. Autres

Thème1: Revue monographique succincte de la commune

12. Les grandes caractéristiques physiques, économiques et de peuplement de la commune

13. Quelles seraient les facteurs qui aurait marqué le passé et le présent de la localité

Thème2: Description des conditions de vie des populations locales

14. Comment définit-on localement le bien-être, le mal être et la qualité de la vie ?

16. Les principales charges et dépenses

15. Comment les pauvres perçoivent-ils la notion de sécurité, de risque, de vulnérabilité, d'opportunités, d'exclusion sociale, de crime et de conflits. Comment évoluent ces notions dans le temps ?

Thème3: Appréciation des niveaux et degrés de l'équipement communal

17. Degré de satisfaction des populations en services d'infrastructure de base (eau, électricité, routes)

18. Degré de satisfaction des populations en services sociaux de base (scolarisation, santé, encadrement...)

21. Les besoins individuels et collectifs en équipements communaux et services de base pour lesquels l'intervé ressent un déficit pénalisant

22. Prospector pour identifier les craintes et les peurs que l'individu appréhende pour l'avenir immédiat et à plus long terme

23. Questions genre (degré de contrôle de la femme de son destin, planification familiale, maternité, suivi médical, famille nombreuse, prise de décision,...)

Thème3: Stratégies contre la pauvreté

24. Aspects économiques de la stratégie: Initiatives d'AGR, Recherches de financement, Recherche d'emploi, Emigration des jeunes, Augmentation du temps de travail, Activités illicites

25. Caractère sociale de la stratégie: Regroupement en association, Filets de protection ou d'entraide sociale, Solidarité, Mendicité, Refuge dans la foi ...

26. Dimension technique de la stratégie: Renforcement des capacités, savoir-faire, Diversification des activités, Changement d'activité, Augmentation du temps de travail...

Thème4: Priorités et perspectives

27. Priorités économiques: Créer des emplois, soutenir les AGR, Créer des dispositifs de financement, Désenclaver la zone, Promouvoir les échanges commerciaux, Réduire les taxes, Assurer l'approvisionnement des marchés, Assurer la sécurité des biens, Lutter c

28. Priorités sociales: Améliorer l'accès aux services sociaux de base, Promouvoir la Solidarité, Aides et protections sociales, Assurer la sécurité des personnes, Créer des lieux de sports et loisirs, Promouvoir la condition des femmes, Promouvoir la just

29. Priorités Politiques: Promouvoir la bonne gouvernance, Assurer une répartition équitable des richesses nationales, Droit de l'homme, Fournir l'information, Lutter contre la corruption, Cibler les aides de l'Etat ...

Annexe 3 : Personnes ressources clés enquêtées

Province	Commune	Nom	Sexe	Fonction	Ancienneté	Etablissement
Casablanca	Dar Bouazza	Ali A.	Masculin	Président associations	15 ans	Association Ain gheudid + Association parents d'élèves
		Malika D.	Féminin	Responsable et animatrice alphabétisation	Native de la localité	Espace des jeunes,
		Omar K	Masculin	Président association		association Ichaa pour le développement
			Masculin	Directeur		Ecole al massira al khadraa
		Abdelghani A		professeur au collège et acteur associatif		Collège Dar Bouazza
Marrakech	Aghouatim	Omar B	Masculin	Secrétaire Générale Adj de la commune	22 ans	Commune rurale
		Abdellah :	Masculin	Directeur Adj		Centre provincial des associations à Tahannaout
		Ahmed A	Masculin	Président association	8 ans	Association Nor (culture et art)
		Ibrahim J	Masculin	Enseignant	10 ans	Ecole primaire du douar
		Omar N	Masculin	Président Association		association oued taine oued pour le développement taine
		Omar H	Masculin	Président Commune & Association	60ans	Commune rurale + Alliance de solidarité
Oujda angad	Ain Sfaa	Abdennabi B	Masculin	Directeur	7ans	Ecole Idriss Ier
		Abdelmajid D	Masculin	Président de la Commune	Natif de la localité	Commune
		Hmida L	Masculin	Président Association	Natif de la localité	Association Parents d'élèves école Idriss Ier
		Mohamed C	Masculin	Cheikh & Agriculteur	Natif de la localité	Commune rurale / Zone al kahf
		Ahmed T	Masculin	Président Association	Natif de la localité	Association Ouled Benazza pour le Développement

Annexe 4 : Equipe REMESS chargée de l'étude

Activités	Responsable	Qualifications	
<ul style="list-style-type: none"> Responsabilité administrative du projet (Directeur du Projet) 	<ul style="list-style-type: none"> Ahmed AIT HADDOUT 	Président du REMESS	
<ul style="list-style-type: none"> Collecte d'informations sur les communes cibles Analyse documentaire et synthèse des informations sur la situation de la pauvreté Elaboration des guides d'entretiens Formation des enquêteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Hamid EL FAROUKI (Responsable scientifique du Projet) 	Ingénieur Statisticien Economiste (Consultant REMESS)	
<ul style="list-style-type: none"> Réalisation de l'enquête et restitutions 	<ul style="list-style-type: none"> Supervision: 	<ul style="list-style-type: none"> Mohamed BENYAMNA 	Economie, Administration et Gestion
	<ul style="list-style-type: none"> Animation 	<ul style="list-style-type: none"> Kaoutar EL MOUSTARHFIR 	Mastère en finance et management des organisations économiques et soc
		<ul style="list-style-type: none"> Loubna CHAFAI 	Master en coopération internationale
		<ul style="list-style-type: none"> Safae SAIKOUK 	4 ^{ème} année à l'INAS
		<ul style="list-style-type: none"> Boushra RATBI 	Licence en développement social
<ul style="list-style-type: none"> Traitement et analyse des données Elaboration du rapport provisoire Présentation du rapport au MO Elaboration du rapport final 	<ul style="list-style-type: none"> Hamid EL FAROUKI 	Ingénieur Statisticien Economiste (Consultant REMESS)	